



JEUDI 18 FÉVRIER 2021

PÉTROLE : nous entrons MAINTENANT dans une nouvelle ère de pauvreté extrême puisque c'est le déclin irréversible, de plus en plus officielle (AIE, BP, SHELL, etc.), de production du pétrole.

- ▶ **La fin de la mégamachine : Une falaise de Sénèque, sous un autre nom, serait toujours aussi abrupte .** (Ugo Bardi) p.1
- ▶ **Si l'Amérique se sépare, qu'arrivera-t-il aux armes nucléaires ? .** (Ryan McMaken) p.3
- ▶ **La grande science peut-elle être soutenue ? .** p.8
- ▶ **Interroger l'Anthropocène : La vérité et le fallacieux .** p.15
- ▶ **Un nouveau rapport révèle que le boom de la fracturation dans les Appalaches a entraîné une perte d'emplois .** (Nick Cunningham) p.21
- ▶ **Le vortex polaire, qui touche les Etats-Unis, met à genoux tout le système électrique texan .** p.24
- ▶ **Tout savoir sur la conquête spatiale .** (Biosphere) p.25
- ▶ **Promoteurs du nucléaire, vous m'emmerdez .** (Biosphere) p.26
- ▶ **LE POINT SUR LES TRANSPORTS... .** (Patrick Reymond) p.29

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Si quelques jours de temps froid peuvent provoquer "une urgence très grave"** (M. Snyder) p.32
- ▶ **L'ARGENT, LES INTÉRÊTS ET LE CYCLE ÉCONOMIQUE .** (Ludwig von Mises) p.35
- ▶ **Des taux inférieurs à zéro aux États-Unis et au Royaume-Uni .** (Daniel Lacalle) p.40
- ▶ **« Faillites. La protection des salariés remise en cause !!! » .** (Charles Sannat) p.42
- ▶ **Pourquoi rien ne change quand tout le monde est mécontent .** p.48
- ▶ **La dette : potion magique ou poison mortel ? .** p.52
- ▶ **Une tempête de neige ravale le Texas au rang d'état sous-développé .** (Philippe Béchade) p.54
- ▶ **Éditorial: le marché de la dette à 10 ans US émet une demande de discipline .** (Bruno Bertez) p.56
- ▶ **Marchés boursiers : la politique monétaire gonfle la bulle .** (Bruno Bertez) p.58
- ▶ **C'est un jeu de chaises musicales .** (Jim Rickards) p.61
- ▶ **L'ascension de la Chine au sommet de la pile commerciale .** (Bill Bonner) p.65

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

La fin de la mégamachine : Une falaise de Sénèque, sous un autre nom, serait toujours aussi abrupte.

Ugo Bardi Jeudi 18 février 2021



La Fin de la mégamachine

Sur les traces d'une civilisation en voie d'effondrement

Fabian Scheidler

Énorme succès à l'étranger, ce livre haletant nous offre enfin la clé de compréhension des désastres climatiques, écologiques, pandémiques et économiques contemporains. Accuser *Sapiens*, un humain indifférencié et fautif depuis toujours, est une imposture. Notre histoire est sociale : c'est celle des structures de domination nées il y a cinq mille ans, et renforcées depuis cinq siècles de capitalisme, qui ont constitué un engrenage destructeur de la Terre et de l'avenir de l'humanité, une mégamachine.

Mais ces forces peuvent aussi être déjouées et la mégamachine ébranlée. Alors que les alternatives ne manquent pas, quel déclic nous faut-il pour changer de cap et abandonner une voie manifestement suicidaire ? La réponse est dans ce récit. Car seul celui qui connaît sa propre histoire peut être capable de l'infléchir.

J-P : cette description du contenu du livre indique une compréhension plutôt médiocre de nos problèmes. Soyons clair : il n'existe AUCUNE SOLUTION à nos grands problèmes (énergétiques, économiques, écologiques, etc).

LIVRE : La fin de la mégamachine

Sur les traces d'une civilisation en voie d'effondrement

<https://www.megamachine.fr/>



Notre civilisation semble être très consciente d'un déclin imminent qui, de nos jours, prend rapidement la forme d'un effondrement. C'est encore officiellement nié, mais l'idée est là et elle apparaît dans ces coins de la mésosphère où elle fait une empreinte à long terme même si elle n'acquiert pas l'impression flashy et vide des médias grand public.

Une entrée récente dans cette section de la memesphère est "La fin de la mégamachine". Un livre écrit à l'origine en allemand par Fabian Scheidler, maintenant traduit en anglais. Ce n'est pas une mince affaire : Scheidler tente de retracer toute l'histoire de notre civilisation sous le concept général de "mégamachine". Une créature géante qui est à plusieurs égards équivalente à ce qu'un autre habitant de la sphère de l'effondrement, Nate Hagens, appelle le "Superorganisme". Peut-être s'agit-il tous de la nouvelle génération d'une espèce qui a pour ancêtre le "Léviathan" imaginé par Thomas Hobbes et explicitement mentionné à plusieurs reprises dans le livre de Scheidler.

On peut appeler ces créatures des "holobionts technologiques". Ce sont des systèmes complexes formés de colonies de sous-systèmes, holobionts à leur tour également. Ce sont des créatures évolutives qui se développent en optimisant leur capacité à consommer de la nourriture et à la transformer en déchets. Il faut du temps pour que ces entités se stabilisent et, au début de leur histoire évolutive, elles peuvent osciller de façon sauvage, croître rapidement et s'effondrer rapidement. Comme l'a dit **Lucius Annaeus Seneca** il y a longtemps, **"la voie de la ruine est rapide"** et c'est une bonne description du destin des jeunes holobiontes.

Le livre peut être considéré comme une description du cycle de vie d'une de ces créatures géantes, le léviathan, superorganisme ou mégamachine - comme vous aimez l'appeler. Nous le voyons grandir à partir d'un début provisoire, à la fin du Moyen-Âge, puis trouver une source inattendue de nourriture nutritive sous la forme de

combustibles fossiles qui le font non seulement grandir, mais devenir gros, odieux et cruel. Extrêmement cruel.

La mégamachine n'est que l'un des plus grands systèmes jamais apparus dans l'histoire de l'écosphère terrestre. En tant que telle, elle a suivi la trajectoire décrite dans le concept de "l'effet Seneca". Au début, elle grandit lentement, mais plus elle grandit, plus elle peut grandir rapidement. Aujourd'hui, les ressources qui la font croître commencent à s'amenuiser et la brute géante se met à trébucher pour en chercher d'autres. Ce faisant, elle s'épuise et se prépare à la chute finale : la descente abrupte appelée **"falaise de Sénèque"**.

C'est là que nous nous trouvons en ce moment : au bord de la falaise et, probablement, nous avons déjà commencé à glisser vers le bas. La description que fait Scheidler de notre arrivée ici est à la fois impressionnante et époustouflante. Nous avons couru vers la falaise en étant convaincus que nous aurions grimpé pour toujours mais, hélas, cela ne pouvait pas être le cas et ça ne l'a pas été.

Y a-t-il de la vie de l'autre côté de la falaise ? Bien sûr que oui ! L'univers se déplace par cycles et ne s'arrête jamais. C'est aussi le message de "La fin de la mégamachine" qui se termine par un regard sur une possible transition. **La civilisation humaine ne sera plus jamais comme avant**, elle sera basée plus sur la collaboration que sur la compétition et sur une relation plus constructive avec l'écosphère. Et ce n'est pas un choix, c'est une exigence pour la survie de l'humanité.

Sur le lit de la Moldau, les pierres barattent,
Les jours de nos dirigeants se terminent rapidement.
Les grands ne restent pas grands, l'ordre tourne,
La nuit a douze heures, mais le jour arrive enfin.

Bertolt Brecht

▲ RETOUR ▲

Si l'Amérique se sépare, qu'arrivera-t-il aux armes nucléaires ?

Ryan McMaken 17 février 2021



L'opposition aux mouvements de sécession américains repose souvent sur l'idée que les préoccupations de politique étrangère l'emportent sur l'idée que les États-Unis devraient être divisés en plus petits morceaux.

Il va presque sans dire que ceux qui souscrivent à l'idéologie néoconservatrice ou à d'autres points de vue très interventionnistes en matière de politique étrangère traitent l'idée de division politique avec inquiétude ou mépris. Ou les deux.

Ils n'ont pas tort. Il est probable que si les États-Unis devaient être réduits en petits morceaux, ils seraient affaiblis dans leur capacité à agir en tant qu'hégémon mondial, à envahir des nations étrangères à volonté, à

imposer un "changement de régime" et à menacer de guerre tout régime qui s'oppose aux caprices du régime américain.

Pour certains d'entre nous, cependant, ce serait une caractéristique de la sécession plutôt qu'un bogue.

De plus, la capacité du régime américain à mener des opérations militaires offensives telles que le changement de régime est séparée et distincte de la capacité du régime à maintenir une force militaire défensive efficace et crédible.

Le mois dernier, nous avons examiné comment même des États-Unis démembrés seraient plus que capables de déployer une force militaire défensive importante et efficace. Une Amérique politiquement divisée reste néanmoins une Amérique très riche, et la richesse reste un élément clé d'une défense militaire efficace. En d'autres termes, la grandeur n'est pas aussi importante que la mesure dans laquelle un régime peut faire appel à des niveaux élevés de richesse et d'accumulation de capital.

Cette analyse s'est toutefois concentrée sur les forces conventionnelles, ce qui nous laisse avec la question de savoir comment les États successeurs des États-Unis après la sécession se débrouilleraient en termes de dissuasion nucléaire.

Dans ce cas, il est encore moins nécessaire de faire preuve de grandeur que dans le cas des forces militaires conventionnelles. Comme l'a démontré l'État d'Israël, un petit État peut obtenir les avantages de la dissuasion nucléaire sans avoir une grande population ou une grande économie.

En d'autres termes, une défense militaire efficace par la dissuasion nucléaire est encore plus économique que les forces militaires conventionnelles.

Après la sécession, qui obtient les armes nucléaires ?

Mais comment la sécession se déroulerait-elle en réalité lorsque des armes nucléaires sont impliquées ?

Un exemple que nous pourrions considérer est la sécession de l'Ukraine de l'Union soviétique au début des années 1990.

En 1991, alors que l'Union soviétique s'effondrait, les Ukrainiens ont voté à une écrasante majorité la sécession et la création d'une république indépendante. À l'époque, le nouvel État ukrainien contenait environ un tiers de l'arsenal nucléaire soviétique. Cela signifie qu'il y avait littéralement des milliers d'ogives nucléaires à l'intérieur des frontières ukrainiennes, ce qui faisait de l'arsenal ukrainien le troisième plus important au monde. En 1994, l'Ukraine a commencé un programme de dénucléarisation et aujourd'hui, elle n'est plus une puissance nucléaire.

Les relations entre l'Ukraine et la nouvelle Fédération de Russie étaient acrimonieuses au début des années 90 - comme aujourd'hui - ce qui signifie que les leçons de la situation ukrainienne sont limitées si elles sont appliquées aux mouvements sécessionnistes américains. Les experts américains aiment peut-être présenter la division rouge-bleue en Amérique comme un conflit de civilisations insoluble, mais ces différences ne sont que de petites pommes de terre par rapport au type de conflits ethniques et nationalistes qui existent depuis longtemps en Eurasie.

Néanmoins, nous pouvons tirer quelques enseignements de cette séparation.

Par exemple, la sécession ukrainienne démontre qu'il est possible que des armes nucléaires passent sous le contrôle d'un État en sécession sans qu'un conflit général n'éclate. En effet, l'Ukraine n'était pas seule dans ce cas. Le Kazakhstan et le Belarus ont également "hérité" d'armes nucléaires de l'Union soviétique. Si la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan et le Belarus peuvent tous négocier pacifiquement une résolution sur la manière de

gérer un arsenal nucléaire soudainement décentralisé, les Américains peuvent également y parvenir.

Néanmoins, la situation de l'Ukraine met en évidence certains des problèmes techniques et logistiques que pose la détermination de la personne qui contrôle exactement les armes nucléaires dans une situation d'après-guerre.

Par exemple, il n'a jamais été facile pour le régime ukrainien d'exercer un contrôle technique sur les missiles nucléaires basés à terre. Il est peu probable que l'Ukraine ait jamais obtenu tous les outils nécessaires pour lancer effectivement des missiles nucléaires sur son territoire.¹

Il est cependant probable que l'Ukraine ait finalement pu acquérir ce pouvoir, puisqu'elle développait déjà son propre système de contrôle de l'arsenal en 1993. Il n'est pas surprenant que le régime soviétique russe n'ait pas été enthousiaste à l'idée d'aider les Ukrainiens à cet égard.

En revanche, en ce qui concerne l'utilisation de bombardiers à capacité nucléaire, il semble que le régime ukrainien en ait eu le contrôle total².

Il est probable que les États successeurs des États-Unis soient confrontés à des problèmes similaires. L'utilisation de missiles terrestres serait fortement tributaire de l'autorisation de la dernière faction ayant contrôlé l'accès et l'autorité de lancement, même si ces missiles sont physiquement situés à l'intérieur des frontières d'un État séparatiste. Il faut cependant noter que l'État dans lequel les missiles nucléaires terrestres existent a la capacité d'en empêcher l'utilisation dans la plupart des cas. En effet, même si les missiles eux-mêmes ne peuvent pas être contrôlés directement, le personnel qui entretient et contrôle les sites peut bien plus facilement être échangé contre du personnel loyal au nouveau régime.³

En ce qui concerne les sous-marins et les bombardiers, une région sécessionniste des États-Unis pourrait se trouver mieux à même d'affirmer son contrôle à court terme. L'endroit où ces bombardiers et sous-marins finiront par atterrir aurait beaucoup à voir avec la situation probablement chaotique qui suivra le mouvement d'indépendance et le déplacement des frontières.

Les régions séparatistes pourraient ne pas vouloir renoncer au nucléaire

L'Ukraine s'est dénucléarisée en partie grâce aux pots-de-vin et aux pressions des États-Unis et de la Russie. La Russie voulait l'arsenal ukrainien pour des raisons évidentes. Les États-Unis étaient obsédés par la déprolifération, bien qu'ils aient naturellement insisté pour conserver leur propre stock massif.

Ni les États-Unis ni la Russie n'avaient la capacité de forcer l'Ukraine à se dénucléariser - à moins, bien sûr, d'une invasion à grande échelle de l'Ukraine. Cependant, l'Ukraine a capitulé face à la pression lorsque la Fédération de Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni (et dans une moindre mesure la Chine et la France) se sont engagés dans le mémorandum de Budapest à protéger l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

En 2014, beaucoup ont interprété cette démarche comme une grande folie lorsque la Russie a annexé la Crimée à l'Ukraine et qu'aucune des autres parties au mémorandum n'est intervenue. L'Ukraine avait renoncé à sa meilleure garantie contre l'intervention russe - son arsenal nucléaire - en échange de faibles "assurances" de la part d'États étrangers.

Certains spécialistes de la politique étrangère - notamment John Mearsheimer - l'avaient prédit et déconseillé la dénucléarisation de l'Ukraine. En effet, en 1993, Mearsheimer doutait que l'Ukraine cède aux pressions de dénucléarisation précisément parce qu'il était peu probable que des garanties fiables soient fournies par des pays étrangers. Même après que le mémorandum de Budapest soit devenu une réalité un an plus tard, il n'en reste pas moins que ce n'était qu'un roseau assez faible sur lequel on pouvait accrocher la dénucléarisation. Comme l'a souligné Mearsheimer, si les Américains ne parvenaient pas à assurer une défense efficace de l'Ukraine - comme ce fut le cas lors de la crise de Crimée - "les Américains n'auraient pas à subir les conséquences d'une

attaque russe".⁴ Néanmoins, certains Ukrainiens insistent sur le fait que la crise de Crimée ne prouve pas la nécessité d'une dissuasion nucléaire.

Beaucoup d'Américains, cependant, sont peut-être beaucoup moins optimistes - au point de devenir paranoïaques - quant à la possibilité d'une intervention étrangère sur le sol américain. C'est pourquoi il est préférable de procéder en supposant qu'au moins certains États successeurs des États-Unis actuels insisteront sur le maintien d'un arsenal nucléaire. Après tout, si l'Ukraine a pu parier sur les États-Unis en tant que garant de l'ordre international, de telles garanties seraient encore plus improbables à la suite d'une crise de sécession américaine. En d'autres termes, les États américains de l'après-sécession devraient s'appuyer sur un système d'auto-assistance de dissuasion.

D'autre part, nous ne devrions pas supposer que tous les États successeurs des États-Unis chercheraient à se doter d'un arsenal nucléaire permanent. Certains renonceraient probablement à leurs programmes nucléaires, tout comme la Suède et l'Afrique du Sud ont abandonné des programmes nucléaires bien avancés vers l'assemblage d'armes (Suède) ou avaient déjà terminé la construction d'ogives fonctionnelles (Afrique du Sud). Si l'exemple ukrainien de dénucléarisation volontaire peut sembler être une bévue pour beaucoup aujourd'hui, la situation en Amérique du Nord est différente. L'Amérique du Nord n'est pas l'Europe de l'Est, avec sa longue histoire de conflits entre États. En Amérique du Nord, le Canada et les États-Unis sont en paix depuis plus de deux siècles, et le Canada n'a jamais fait beaucoup d'efforts pour avancer vers l'assemblage d'un arsenal nucléaire. Au contraire, la proximité du Canada avec les États-Unis le protège des menaces nucléaires provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord. Toute attaque conventionnelle ou nucléaire contre le Canada de la part, par exemple, de la Chine ou de la Russie est susceptible d'être interprétée comme une attaque contre les États-Unis, avec des conséquences désastreuses pour l'agresseur initial.

En d'autres termes, le Canada bénéficie de ce que Baldur Thorhallsson appelle un "abri" sur la scène internationale. Le Canada n'a pas besoin de son propre arsenal nucléaire, car il peut utiliser son alliance étroite avec les États-Unis comme substitut.

Tant que certains États successeurs des États-Unis maintiennent un arsenal fonctionnel, d'autres États non nucléaires d'Amérique du Nord pourront fonctionner de la même manière. Il va de soi que, tout comme les États-Unis sous leur forme actuelle ont été en paix avec toutes les autres anciennes colonies britanniques, il est probable que les nouvelles républiques nord-américaines connaîtront un sort similaire.

Les grands États ne sont pas nécessaires : Une force nucléaire dissuasive est tout à fait réalisable pour les petits États

Une nouvelle république américaine n'a pas besoin d'être particulièrement grande pour maintenir un arsenal fonctionnel.

Si une économie et une population importantes sont extrêmement utiles pour construire une grande armée conventionnelle, ces facteurs sont loin d'être aussi importants lorsqu'il s'agit d'une force nucléaire capable de dissuader les puissances étrangères.

Comme l'a expliqué Kenneth Waltz, "la parité nucléaire est atteinte lorsque les pays disposent de forces de deuxième frappe. Cela n'exige pas une égalité quantitative ou qualitative des forces".⁵ En d'autres termes, si un régime peut de manière plausible cacher ou déplacer suffisamment d'ogives nucléaires pour survivre à une première frappe nucléaire, il est capable de dissuader complètement une agression nucléaire de la part d'autres États. De plus, le nombre d'ogives nécessaires pour atteindre ce nombre "ne se compte pas en centaines, mais en dizaines".⁶

C'est pourquoi Waltz a conclu que "la dissuasion est plus facile à mettre en place que ne le croient la plupart des

stratégies "7 et que "certains pays pourraient trouver dans les armes nucléaires une alternative moins coûteuse et plus sûre que de mener des courses aux armements conventionnels économiquement ruineuses et militairement dangereuses". Les armes nucléaires peuvent promettre une sécurité et une indépendance accrues à un prix abordable".8 En d'autres termes, la dissuasion "peut être mise en œuvre à moindre coût".9

L'État d'Israël est un cas important et illustratif. C'est un pays dont le PIB est inférieur à celui du Colorado et dont la population est inférieure à celle de l'État américain de Géorgie. Pourtant, on pense qu'Israël maintient une triade nucléaire composée d'ogives marines, aériennes et terrestres. En d'autres termes, il s'agit d'un petit État qui a tiré pleinement parti de la nature relativement économique d'un petit arsenal nucléaire (estimé à environ 80 ogives assemblées).

Il est clair que même les États américains de taille moyenne - comme l'Ohio avec 11 millions d'habitants et un PIB presque aussi important que celui de la Suisse - sont trop petits pour envisager de fonctionner comme des États indépendants, sont assez éloignés de la réalité. En outre, il n'y a aucune raison de penser qu'un État américain de l'après-sécession chercherait à agir seul dans le domaine des relations internationales. Kirkpatrick Sale a souligné ce qui devrait être considéré comme une évidence : "Historiquement, la réponse des petits États à la menace d'une agression a été une confédération temporaire et une défense mutuelle, et en fait la simple menace d'une telle unité, sous la forme de traités de défense, de ligues et d'alliances, a parfois été suffisamment dissuasive" (c'est nous qui soulignons).10

D'autre part, la poursuite de la tendance actuelle à la centralisation politique à Washington - et la domination politique croissante des autorités centrales dans tous les coins de la nation - ne peut que nuire aux perspectives futures de séparation à l'amiable et de coopération pacifique sur la scène internationale.

NOTES :

1. John J. Mearsheimer, "The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent", *Foreign Affairs* 72, no. 3 (été 1993) : 50-66, en particulier 52.

2. Ibid, p. 52.

3. Graham Allison note l'importance du personnel dans la situation de l'Ukraine post-soviétique dans l'intérêt national : "Officiellement, la chaîne de commandement a continué de s'étendre du nouveau président de la Russie aux officiers chargés des missiles en Ukraine, en passant par les systèmes de communication et de contrôle. Physiquement, cependant, les missiles, les ogives, les officiers et les mécanismes de lancement des armes résidaient sur le territoire de l'Ukraine. De plus, les personnes qui faisaient fonctionner ces systèmes vivaient désormais dans des maisons appartenant au gouvernement ukrainien, recevaient des chèques de paie du ministère de la défense ukrainien et étaient soumises à des promotions ou des licenciements non pas par Moscou, mais par Kiev". Voir "Bonnes nouvelles d'Ukraine" : It Doesn't Have Nukes", *Intérêt national*, 21 mars 2014.

4. Mearsheimer, "The Case for a Ukrainian Nuclear Deterrent", p. 58.

5. Kenneth Waltz, "Réalisme structurel après la guerre froide". *International Security* 25, no. 1 (été 2000) : 5-41, en particulier 32n75.

6. Kenneth Waltz, "Nuclear Myths and Political Realities", *American Political Science Review* 84, no. 3 (septembre 1990) : 731-45.

7. Ibid.

8. Kenneth Waltz, "The Spread of Nuclear Weapons : More May Be Better", *Adelphi Papers* 21, n° 171 (1981).

9. Waltz, "Mythes nucléaires et réalités politiques".

10. Kirkpatrick Sale, *Human Scale Revisited* (White River Junction, VT : Chelsea Green, 2017), p. 312.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et The Austrian, mais lisez d'abord les directives pour les articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'université du Colorado et a été économiste du

logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

▲ RETOUR ▲

La grande science peut-elle être soutenue ?

Par Bart Hawkins Kreps, publié à l'origine par *An Outside Chance* 18 février 2021



Réflexions sur les principes fondamentaux par Frank Wilczek

Au cours d'une longue carrière aux frontières de la physique, Frank Wilczek a reçu de nombreuses distinctions, dont un prix Nobel de physique en 2004. Heureusement pour le grand public, il est aussi un écrivain doué, capable d'expliquer des sujets complexes en termes (relativement) simples.

Peut-être avez-vous, comme moi, une fascination d'amateur pour des sujets tels que l'électrodynamique quantique (EDQ) et la chromodynamique quantique (CDQ), et des questions telles que "Dans quelle mesure les lois de la physique fonctionnent-elles de la même manière en avançant ou en reculant dans le temps ? Si oui, je recommande vivement le dernier livre de Wilczek, *Fundamentals : Dix clés de la réalité*. (Penguin Random House, janvier 2021)

Wilczek partage avec nous le sens de l'émerveillement et de la beauté qui l'a poussé à se passionner pour son travail au cours des 50 dernières années. Vous vous rendez peut-être compte, comme moi, qu'avec l'aide de Wilczek, vous comprendrez certains aspects de la physique des particules, de la cosmologie et de la nature du temps mieux que vous ne l'auriez jamais imaginé.

Pourtant, dès les premières pages du livre, Wilczek laisse tomber des affirmations sur l'histoire, la société et le rôle de la science que je trouve à la fois troublantes et dignes d'un examen plus ciblé.

Qu'est-ce qui rend la science occidentale si formidable ? (Ou pas.)

Dans *Fundamentals*, Wilczek passe la plupart de son temps à discuter des développements scientifiques du 20^e siècle, en particulier des développements qui n'étaient même pas mentionnés dans les manuels scolaires du secondaire la dernière fois que j'ai suivi un cours de physique. Mais il fonde sa discussion sur la célébration de la révolution scientifique du 17^e siècle.



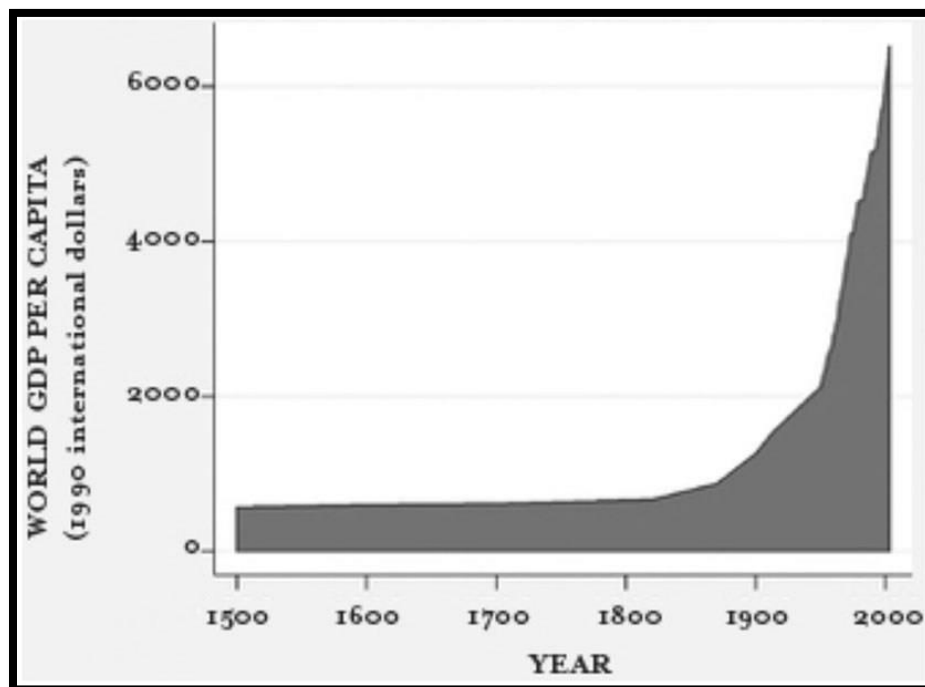
"Le XVII^e siècle a vu des progrès théoriques et technologiques spectaculaires sur de nombreux fronts, notamment dans la conception de machines et de navires mécaniques, d'instruments optiques (y compris, notamment, les microscopes et les télescopes), d'horloges et de calendriers. En conséquence, les gens ont pu exercer plus de pouvoir, voir plus de choses et régler leurs affaires de manière plus fiable. Mais ce qui rend la soi-disant révolution scientifique unique, et qui mérite pleinement ce nom, est quelque chose de moins tangible. Il s'agissait d'un changement de perspective : une nouvelle ambition, une nouvelle confiance". (Principes fondamentaux, page 4)

Au cours des siècles suivants, les sciences appliquées issues de cette révolution scientifique ont donné naissance aux moteurs à combustion interne, aux moteurs électriques, à toutes sortes de télécommunications, aux appareils photo numériques, aux lasers, à l'imagerie par résonance magnétique et au système de positionnement global - pour ne citer que quelques-unes des technologies qui ont transformé les modes de vie.

Je me considère comme un fan de la méthode scientifique, et je n'ai personnellement connu personne qui soit prêt, désireux ou capable de vivre sans aucun accès à l'une des technologies que Wilczek cite comme étant des émanations de cette méthode. Mais ces succès technologiques peuvent-ils être attribués uniquement à une approche nouvelle et supérieure de la recherche ?

Dans les premières pages, Wilczek affirme qu'"avant l'émergence de la méthode scientifique, le développement des technologies était aléatoire". (page 3) Il glisse ensuite une observation qui ne lui semble pas devoir être développée, présentant un graphique de la croissance du PIB avec ce commentaire :

"Ce chiffre, qui montre l'évolution de la productivité humaine avec le temps, parle de lui-même, et il est éloquent".



Graphique tiré de *Fundamentals*, par Frank Wilczek, page 3.

Le graphique parle de lui-même ? Et que dit-il au juste ? Peut-être ceci : lorsque les humains ont enfin appris à extraire d'anciens gisements d'énergie fossile, mis en place sur des millions d'années, et ont appris à brûler ce patrimoine énergétique dans une frénésie de consommation, sans se soucier de savoir si les générations successives auraient des sources d'énergie comparables à exploiter, ce n'est qu'alors que la "croissance économique" a explosé. De plus, il n'est pas important qu'une grande partie de la richesse - des réserves

d'énergie fossile accessibles à la biodiversité à la stabilité du climat - ait diminué aussi vite que ce graphique du PIB a augmenté. Cela n'a pas d'importance, puisque dans la comptabilisation de la croissance économique par le PIB, il n'est pas nécessaire de distinguer la productivité de la consommation.

Comme vous pouvez le deviner, ce que je tire de ce graphique du PIB ne correspond peut-être pas à ce que Wilczek entend, lorsqu'il entend le graphique "parler de lui-même". Mais je pense que la relation entre la science et l'entreprise humaine au sens large, y compris l'économie, mérite un examen plus approfondi ici.

Le fait que le PIB soit un indicateur économique brut devrait apparaître clairement si l'on réfléchit autant sur le côté gauche du graphique de Wilczek que sur le côté droit. Il attribue à la révolution scientifique le mérite d'avoir conduit à une explosion de la productivité - mais son graphique montre un changement à peine perceptible du PIB mondial par habitant pour la période 1500 - 1800. Une croissance significative du PIB par habitant n'a donc pas eu lieu pendant au moins un siècle après la révolution scientifique, jusqu'au moment où l'exploitation des combustibles fossiles a commencé sérieusement.

Cela peut-il être considéré comme la preuve qu'il n'y a pas eu de changements fondamentaux dans l'économie mondiale au cours des siècles précédant immédiatement l'économie des combustibles fossiles ? Au contraire, certains des changements les plus épiques de l'histoire de l'humanité ont commencé vers 1500, lorsque les nations d'Europe occidentale ont colonisé les Amériques, ont institué la traite des esclaves à grande échelle, ont colonisé de grandes parties de l'Afrique et de l'Asie, et ont commencé un transfert de richesse écologique de la terre et de la mer autour du globe, qui a duré des siècles, au prix de centaines de millions de vies humaines. La richesse économique mondiale par habitant n'a peut-être pas beaucoup changé au cours de ces siècles, mais la répartition de cette richesse, et la richesse qui en résulte pour une petite partie des élites européennes instruites, a certainement changé. Et c'est de ces élites que sont venus, à quelques exceptions près, les hommes (encore une fois, à quelques exceptions près) qui ont mis au point les nombreuses découvertes de la révolution scientifique.

Il ne faut pas s'étonner que ces nouvelles connaissances proviennent de personnes qui avaient la sécurité économique d'obtenir une bonne éducation, d'acquérir des livres coûteux, d'installer des laboratoires, de faire des observations patientes pendant des années ou des décennies et de tester leurs théories même si les applications pratiques pourraient être si lointaines qu'elles seraient imprévisibles. Une évaluation complète de la révolution scientifique devrait donc porter non seulement sur les résultats technologiques éventuels qui pourraient être attribués à cette révolution, mais aussi sur les facteurs écologiques et sociologiques qui l'ont précédée. Et une évaluation équilibrée de la révolution scientifique devrait également s'interroger sur les points aveugles susceptibles d'accompagner cette vision du monde, étant donné sa naissance parmi l'élite bénéficiaire d'un colonialisme que beaucoup plus de la population mondiale vivait comme une apocalypse.

En particulier, il ne faut pas s'étonner que parmi la classe de personnes qui se taillent la part du lion en matière de consommation, la foi dominante en l'économie leur ait commodément assuré que leur consommation était égale à la productivité.

Quelle quantité d'énergie est suffisante ?

Wilczek consacre une grande partie de son ouvrage *Fundamentals* à l'énergie lumineuse sous de nombreuses formes : la charge énergétique d'un électron, l'énergie qui maintient les quarks ensemble pour former des protons, l'énergie gravitationnelle d'un trou noir qui courbe l'espace-temps, l'énergie sombre qui semble provoquer non seulement l'expansion de l'univers, mais aussi son expansion à un rythme accéléré. Ses explications sont des merveilles de clarté dans lesquelles il transmet le sentiment d'émerveillement qu'il a lui-même ressenti au début de son voyage scientifique de toute une vie.

Lorsqu'il aborde le rôle que joue l'énergie dans la vie humaine et la société, ses observations me paraissent malheureusement banales. Il donne un titre à un chapitre, par exemple : "Il y a beaucoup de matière et d'énergie".

Il nous donne ici l'unité AHUMEN, abréviation de Annual Human Energy, qu'il calcule à 2 000 calories/jour, ce qui sur une année représente environ 3 milliards de joules. Avec cette unité en main, il note que la consommation mondiale d'énergie en 2020 était d'environ 190 milliards d'AHUMEN, soit environ 25 AHUMEN par habitant. C'est la conclusion qu'il tire :



"Ce chiffre, 25, est le rapport entre l'énergie totale consommée et la quantité d'énergie utilisée dans le métabolisme naturel. C'est une mesure objective de l'évolution de l'homme, économiquement". (p 127, soulignement de la mienne)

Si demain nous consommons deux fois plus d'énergie qu'aujourd'hui, nous aurons, selon cette "mesure objective", progressé deux fois plus loin sur le plan économique. Cela ne me semble ni être de la physique intelligente ni de l'économie intelligente, mais simplement de l'arithmétique mal appliquée.

Wilczek ajoute que les Américains consomment environ 95 AHUMEN par personne, sans souligner ce qui devrait également être évident : si la moyenne mondiale est de 25 AHUMEN par habitant, et que les Américains consomment 95 par habitant, cela signifie que des centaines de millions de personnes dans notre économie mondiale avancée ne reçoivent que quelques AHUMEN chacun.

Poursuivant son argument selon lequel "il y a beaucoup d'énergie", Wilczek affirme que si nous ne prenons en compte que "la partie de l'énergie solaire qui arrive sur Terre, nous ne trouvons "que" 10 000 fois notre consommation totale actuelle d'énergie. Ce chiffre fournit une base de référence plus réaliste pour évaluer le potentiel économique de l'énergie solaire". (page 127)

En effet, il y a et a toujours eu une grande quantité d'énergie solaire qui a un impact sur la terre. Cette énergie a toujours été suffisante pour faire frire un humain pris sans protection pendant trop longtemps au soleil du désert. Elle a toujours été suffisante pour électrocuter un humain, lorsque l'énergie solaire est incorporée dans les orages. Cette énergie solaire abondante peut même nous faire mourir de froid, lorsque des systèmes météorologiques de plus en plus instables poussent l'air arctique en profondeur dans des régions où les humains ne sont pas préparés au froid.

Cette énergie a toujours été suffisante pour tuer les récoltes pendant les vagues de chaleur ou pour inonder les villes côtières lorsque les tempêtes éclatent. Chaque année, à mesure que notre atmosphère géomécanique retient davantage de chaleur, nous disposerons théoriquement de plus d'énergie solaire, mais celle-ci sera immédiatement active dans les systèmes météorologiques mondiaux. Cela rendra nos défis économiques plus importants, et non plus simples.

Pour que cette énergie solaire abondante représente un "potentiel économique", nous devons disposer de technologies qui peuvent rendre cette énergie solaire utile pour nous, et gérable par nous, de manière rentable. Wilczek reconnaît et rejette cette préoccupation en une seule phrase :



"La technologie permettant de capter une plus grande partie de cette énergie [solaire] se développe rapidement, et il ne fait guère de doute que dans un avenir prévisible - sauf catastrophe - nous pourrions l'utiliser pour soutenir durablement une économie mondiale plus riche. (page 140)

Wilczek lui-même n'a peut-être pas de doute à ce sujet, mais j'aurais aimé qu'il inclue une base sur laquelle nous pourrions être sûrs que ce n'est pas un vœu pieux.

Bien que cette discussion puisse sembler s'être éloignée des préoccupations centrales du livre de Wilczek, je suggère que la relation entre la consommation d'énergie de la société et les besoins de l'entreprise scientifique pourrait bientôt devenir une question critique.



Détecteur ATLAS en cours d'assemblage au Large Hadron Collider, 2006. Photo de Fanny Schertzer, 27 février 2006. Accessible via Wikimedia Commons.

Les besoins énergétiques de la grande science

Les travaux de la physique du XX^e siècle ont coûté cher en énergie. On sait que certaines des grandes avancées théoriques ont été accomplies par de brillants individus griffonnant dans des carnets ou sur des tableaux à craie, en utilisant des outils qui étaient familiers à Newton. Mais la mise à l'épreuve des théories a nécessité des dispositifs expérimentaux de plus en plus élaborés.

Le lancement d'un télescope spatial, qui permet de révéler les secrets des confins de notre univers, en est un exemple, qui consomme beaucoup d'énergie. Mais dans le domaine des particules subatomiques infiniment petites - où Wilczek a concentré une grande partie de son travail - l'appareil expérimental est devenu de plus en plus grand.

Wilczek nous parle de Paul Dirac, un pionnier de l'électrodynamique quantique qui a écrit en 1929 que "Les lois physiques sous-jacentes nécessaires à la théorie mathématique d'une grande partie de la physique et de l'ensemble de la chimie sont ainsi totalement connues". Pourtant, les progrès ultérieurs dans ce domaine ont dû attendre :



Lorsque Dirac a poursuivi : "Et la difficulté réside uniquement dans le fait que l'application de ces lois conduit à des équations trop complexes pour être résolues", les superordinateurs modernes n'étaient même pas un rêve. (page 120)

Le cadre théorique de la particule de Higgs a été proposé des décennies avant qu'elle ne puisse être confirmée, et cette confirmation a entraîné un coût énergétique énorme. "Dans les années précédant 2012, les recherches sur la particule de Higgs n'ont rien donné", écrit Wilczek. "Nous savons maintenant, rétrospectivement, qu'elles n'ont tout simplement pas apporté assez d'énergie. Le Grand collisionneur de hadrons, ou LHC, l'a finalement fait". (page 176)

Ce n'est pas seulement que ce collisionneur a nécessité la construction d'un tunnel circulaire de 27 km de circonférence, ni que son exploitation consomme 200 MW d'électricité, soit un tiers de la consommation électrique de la ville de Genève. Cette puissance permet aux expérimentateurs d'écraser des protons ensemble à

une vitesse inférieure de seulement 11 km/h à celle de la lumière. Et ces collisions, à leur tour, entraînent la saisie de quantités presque incompréhensibles de données dans le détecteur Atlas, qui envoie "toutes ces informations, au rythme de 25 millions de gigaoctets par an, à un réseau mondial qui relie des milliers de superordinateurs". (page 176)

Une fois le tunnel percé, les aimants supraconducteurs construits et installés, le détecteur Atlas (lui-même deux fois plus grand que le Parthénon) assemblé, toute la machine mise en service, et les milliers de superordinateurs qui ont écrasé les données pendant des mois - puis, finalement, l'existence de la particule de Higgs a été prouvée.

Wilczek n'entre pas dans le détail des sources d'énergie de cette infrastructure. Mais il ne doit pas nous échapper que le complexe industriel et expérimental reste avant tout une entreprise alimentée par des combustibles fossiles. Les combustibles fossiles font voler les chercheurs d'une université à l'autre et d'un laboratoire à l'autre dans le monde entier. Les combustibles fossiles alimentent les cimenteries et les fonderies d'acier, ainsi que les mines qui extraient les métaux et les minéraux. De nombreuses machines individuelles sont directement alimentées par l'électricité, mais à l'échelle mondiale, la majeure partie de l'électricité est toujours produite à partir de la chaleur de la combustion des combustibles fossiles.

Wilczek cite la grande quantité d'énergie solaire qui frappe la terre chaque jour comme une vaste ressource économique. Pourtant, nous sommes loin de pouvoir construire et exploiter toutes nos mines, nos fonderies, nos usines de fabrication de puces de silicium, nos avions intercontinentaux, nos installations de production de panneaux solaires, nos tours de transmission électrique et tous les autres éléments de l'entreprise scientifique moderne, uniquement grâce à l'énergie solaire renouvelable.

Et si un jour, dans un avenir pas si lointain, nous sommes capables d'exploiter une infrastructure industrielle d'une complexité comparable uniquement grâce aux énergies renouvelables, cela générera-t-il un surplus économique suffisant pour soutenir des dizaines de milliers de scientifiques travaillant aux frontières de la recherche ?



Le 8 juin 2018, le laboratoire national d'Oak Ridge du ministère américain de l'énergie a dévoilé le sommet comme étant le superordinateur scientifique le plus puissant et le plus intelligent du monde. "Avec une performance de pointe de 200 000 billions de calculs par seconde, soit 200 pétaflops, Summit sera huit fois plus puissant que le précédent système le mieux classé de l'ORNL, Titan. ... Summit fournira une puissance de calcul sans précédent pour la recherche dans les domaines de l'énergie, des matériaux avancés et de l'intelligence artificielle (IA), entre autres, permettant ainsi des découvertes scientifiques qui étaient auparavant peu pratiques ou impossibles". Source : Laboratoire national d'Oak Ridge. Accessible via Wikimedia Commons.

Un seul indice

Wilczek cite une citation célèbre du tout aussi célèbre physicien Richard Feynman. Lors d'une conférence en 1961, Feynman a proposé cette question et sa réponse :



"Si, dans un cataclysme quelconque, toutes les connaissances scientifiques devaient être détruites et qu'une seule phrase était transmise aux générations suivantes de créatures, quelle déclaration contiendrait le plus d'informations dans le moindre mot ? Je crois que c'est l'hypothèse atomique (ou le fait atomique, ou quel que soit le nom que vous lui donnez) que toutes les choses sont faites d'atomes". (Feynman, cité dans Fundamentals, page 61)

Et Wilczek propose cette révision :



"Au lieu de dire que "toutes les choses sont faites d'atomes", nous devrions dire que "toutes les choses sont faites de particules élémentaires". (page 62)

Cela peut sembler n'être qu'un jeu de société intellectuel, les connaissances scientifiques progressant aujourd'hui à un rythme accéléré. Wilczek n'a pas l'air de s'inquiéter de la mort du savoir scientifique, quand il dit que "la technologie nous a déjà donné des super-pouvoirs, et il n'y a pas de fin en vue". (page 171)

Mais alors que nous nous dirigeons vers la crise climatique, je pense qu'il serait utile et approprié de réviser la question de Feynman, en remplaçant le "si" par le "quand" :



Si, dans un quelconque cataclysme, toutes les connaissances scientifiques sont détruites et qu'une seule phrase est transmise aux générations suivantes de créatures, quelle déclaration contiendrait le plus d'informations en un minimum de mots ?

Nous ne pouvons pas savoir avec certitude, bien sûr, si le cataclysme climatique détruira les connaissances scientifiques. Mais ce que nous pouvons constater, c'est que nous sommes sur la voie inébranlable d'une catastrophe climatique et que la plupart des gouvernements du monde entier ne s'engagent pas (et encore moins ne tiennent pas leurs promesses) à réduire les émissions de carbone de manière presque suffisante. Chaque année qui passe, le défi de transformer notre civilisation en une civilisation durable devient plus urgent, le temps se raccourcit et les conséquences d'un échec sont de plus en plus menaçantes, non seulement pour les vies individuelles mais aussi pour la survie même de notre espèce. Ces menaces sont documentées et communiquées de manière très détaillée par nos entreprises scientifiques. Et pourtant, les plus grands bénéficiaires de notre économie mondiale prétendument productive (malgré les exemples individuels) mènent la charge jusqu'à la falaise.

Il est donc peut-être temps de réfléchir sérieusement à la question suivante : "Quelle phrase d'information pourrait être la plus utile à nos survivants ?

Supposons que nous projetions nos pensées, dès maintenant, dans un avenir ravagé par le climat. Les habitants survivants de la Terre sont confrontés à un climat violemment instable. Ils luttent pour trouver suffisamment de nourriture dans des écosystèmes profondément appauvris, ils essaient de construire des abris suffisamment solides, ils aspirent à élever des enfants en bonne santé, et ils font face à ces défis sans aucun apport énergétique utile provenant de combustibles fossiles polluants (combustibles qui, de toute façon, seront difficiles à extraire, puisque nous aurons déjà brûlé les réserves facilement accessibles). Nos réseaux numériques de connaissances pourraient bien être tombés dans le noir, et nos bibliothèques pourraient avoir été inondées ou brûlées.

Dans ce futur, sera-t-il utile de dire à nos descendants "Toutes les choses sont faites de particules élémentaires" ? Peut-être faudra-t-il encore plusieurs générations, si tout va bien, avant qu'ils puissent à nouveau soutenir une

élite scientifique, armée d'appareils expérimentaux élaborés, capable de donner un sens à ces "particules élémentaires".

Je ne peux pas m'empêcher de me demander si, dans ce futur, le meilleur conseil que nous pourrions donner serait un simple avertissement : "Ne faites pas ce que nous avons fait".

▲ RETOUR ▲

Interroger l'Anthropocène : La vérité et le fallacieux

Par Paul D. Raskin, publié à l'origine par The Great Transition Initiative 17 février 2021



Essai d'ouverture pour un forum GTI

Dans l'Anthropocène, que signifie votre liberté ?1

Le concept d'Anthropocène avance la proposition étonnante que l'activité humaine a catapulté la Terre de l'Holocène relativement bénin vers une nouvelle époque géologique hostile. La reconnaissance de notre espèce comme un colosse qui transforme la planète a bouleversé l'esprit de l'époque et a suscité une remise en question de notre identité, de notre destination et de la manière dont nous devons agir. Quelles sont les implications pour envisager et construire un avenir décent ? Si nous nous soucions d'une Grande Transition, comment devrions-nous penser à l'Anthropocène ?

Résonances

L'examen de l'idée d'Anthropocène doit commencer par une vérité scientifique dérangeante : l'activité humaine a modifié le fonctionnement de la Terre en tant que système biophysique intégral. Depuis des décennies, les preuves de la perturbation anthropique des conditions et des processus planétaires se sont accumulées, notamment le climat mondial, la chimie des océans, la cryosphère, le cycle de l'azote, ainsi que l'abondance, la diversité et la répartition de la faune et de la flore. Cette perturbation à multiples facettes, qui agit en synergie dans l'espace et le temps, compromet la stabilité de la Terre et augmente les risques d'un changement d'état perturbateur du système dans son ensemble.

Une modification aussi prononcée de la planète par l'homme a incité les spécialistes des sciences de la terre à proposer la désignation d'une nouvelle époque géologique dans un article qui a fait date en 2000.² Ils l'ont baptisée "Anthropocène", un néologisme évocateur signifiant l'âge de l'humanité ("Anthropos"). S'il est officiellement adopté par les autorités géologiques, l'Anthropocène ajoutera une nouvelle tique à l'échelle de

temps de la Terre, fermant le rideau sur l'Holocène, vieux de 11 700 ans, l'époque géologique relativement stable qui a permis l'émergence de la civilisation. L'Homo sapiens rejoindra la liste des autres grands événements qui ont secoué la Terre, comme l'explosion des cyanobactéries qui ont oxygéné l'atmosphère, les alignements astronomiques qui ont déclenché les périodes glaciaires et l'astéroïde tueur qui a anéanti les dinosaures.

Le processus d'élaboration du cas géoscientifique - l'établissement d'un "signal géologique" anthropique distinctif - a été long à travers les mauvaises herbes stratigraphiques. Après des années de débat approfondi, l'opinion scientifique semble se rallier à la validation de l'Anthropocène, dont la date de début se situe au milieu du XXe siècle³.

En fin de compte, les autorités scientifiques pourraient déterminer que l'Anthropocène ne répond pas aux critères géologiques d'une nouvelle époque, mais le terme persistera presque certainement en tant que raccourci scientifique et mot à la mode populaire pour désigner un phénomène d'époque : La Terre transformée par la main de l'homme.⁴ Le chat de l'Anthropocène est sorti de son sac géologique, rôdant et s'insinuant dans les lointaines enceintes des zeitgeists culturels, intellectuels et politiques. La monnaie a touché une corde sensible bien au-delà de la communauté scientifique, se répercutant sur les disciplines universitaires et la culture au sens large. Cette "anthropo-scène" en plein essor a généré une cacophonie fertile d'idées alimentant un flot de livres, de revues, de conférences, de blogs, d'arts et de films.⁵

Le choc de l'Anthropocène bouleverse les anciens paradigmes et visions du monde.⁶ Pour les sciences sociales et humaines, l'enchevêtrement de l'histoire humaine et planétaire réoriente les questions fondamentales - sur notre place dans la nature, notre responsabilité envers la communauté de vie, nos concepts de progrès et nos visions d'une bonne société. Pour la culture politique, les dangers écologiques qui se profilent aiguïssent le débat stratégique sur les responsabilités et les mesures à prendre. Pour le psychisme humain, le sentiment de vivre dans un monde qui passe d'un passé familier à un avenir étranger induit à la fois la désorientation et le désespoir, ainsi que le défi et l'action.

L'importance culturelle et politique de l'idée d'Anthropocène réside dans sa capacité à ébranler la complaisance, à problématiser les perspectives familières et à réorienter. Bien plus qu'un terme usagé comme celui de durabilité, il dramatise la critique écologique du business-as-usual, en éloignant l'inattention de ses rêveries et les diplômés de ses illusions. Alors que la foi dans le statu quo s'érode, un espace s'ouvre pour un dialogue sur des visions alternatives et des initiatives de changement systémique. L'importante contribution de l'Anthropocène à une Grande Transition est de stimuler une nouvelle conscience en accord avec notre destin planétaire commun. L'Anthropocène est une vérité puissante, bien qu'incomplète, pour notre moment difficile.

Dissonances

Malgré les mérites de l'Anthropocène en tant que thèse géologique et provocation idéologique, sa formulation du moment mondial comme "l'âge des hommes" a suscité une controverse considérable indépendante du discours des sciences naturelles. Dans les sciences humaines et sociales, le débat se concentre sur les implications pour la théorie historique et le récit politique. Deux questions sont essentielles pour faire avancer une pratique transformatrice. Premièrement, l'Anthropocène élucide-t-il correctement la situation mondiale contemporaine ? Deuxièmement, offre-t-il un compte rendu de notre expérience collective utile pour guider l'action ?

La principale critique de l'Anthropocène en tant que paradigme social est qu'il associe une profonde compréhension de l'histoire planétaire à une profonde idée fausse de l'histoire humaine. Cette idée fausse consiste à attribuer la cause et la responsabilité du changement climatique à l'espèce humaine en tant que "nous" indifférencié. L'accent mis sur l'agence humaine globale masque les racines de la crise dans l'évolution du système mondial moderne, et détourne ainsi l'attention des remèdes de base pour transformer ce système⁷.

Pour caricaturer un peu, le récit de l'Anthropocène peut être raconté comme une tragédie épique. Le drame met en scène deux protagonistes principaux : la créature prométhéenne Anthropos et la généreuse planète Terre. Au cours des siècles, Anthropos a fait preuve d'une grande audace et de prouesses technologiques pour s'approprier et soumettre la Terre, dévastant involontairement sa propre maison et son havre de paix. L'espèce divine a prospéré et s'est multipliée, battant un chemin aux quatre coins de la planète blessée. Anthropos et la Terre étaient sur une trajectoire de collision : la croissance sans fin sur une petite planète était une contradiction qui pouvait être niée mais non révoquée. Aujourd'hui, le moment de vérité est arrivé. La Terre vengeresse riposte par un assaut féroce de feu, d'inondation et de famine. Anthropos s'éveille lentement au danger de ses voies mais, contraint par d'anciennes pulsions, semble incapable de renoncer à sa marche suicidaire.

Que pourrait-il se passer ensuite ? L'arc narratif de l'Anthropocène peut être logiquement extrapolé dans plusieurs directions, aucune n'étant prometteuse. Dans un scénario, Anthropos redirige ses pouvoirs prométhéens vers la tâche de trouver un moyen de s'en sortir. Dans un récit contrasté, Anthropos expie ses prédateurs, transformant sa nature pour trouver l'humilité, la rectitude et la retenue. Dans un scénario sombre, les espoirs de réparation technique et d'illumination se révèlent illusoires, et les colosses restent enfermés dans une inexorable danse du malheur.

Une éminente école de techno-optimistes présente la crise comme une grande opportunité pour l'ingéniosité humaine d'ouvrir la voie à un "bon Anthropocène", ignorant allègrement les pièges environnementaux et politiques ahurissants sur cette route. En célébrant la domination même de la nature qui a mené Anthropos au bord du gouffre, cet "écomodernisme" autoproclamé soutient que nous sommes, en fait, anthropocentriques jusqu'à l'os et que nous ferions mieux de devenir bons à ce jeu.⁸ Qu'est-ce qui pourrait aller de travers dans cette refonte ultra-prométhéenne de la Terre pour les besoins de l'humanité ? Ce n'est pas le lieu de dresser la liste des possibilités : les effets secondaires imprévus de la conception d'une planète modifiée, les coups de pouce imprévus que la Terre nous lancera et les batailles pour savoir qui décidera dans un monde où le pouvoir et les impacts sont asymétriques. Mais sans aucun doute, des milliards de personnes souffriraient de la poursuite d'une utopie technocratique.

Les dissidents de l'église de la technologie cherchent un dénouement plus humble au récit de l'Anthropocène. Ils implorent Anthropos de revenir à des vies plus simples, à un nombre plus restreint de personnes et à des ambitions dématérialisées. Mais les appels à la prudence et à la retenue, bien qu'admirables, tomberaient dans l'oreille d'un sourd si l'impulsion de croître et de dominer était gravée dans la constitution génétique de notre espèce. Dans les limites du mythe anthropocène, investir de l'espoir dans la décroissance, la rétrogradation et la beauté des petites choses ne semble guère plus qu'un discours joyeux et des vœux pieux.

Si le rêve de ré-ingénierie de la Terre est dérangé et de réinvention de l'Anthropos farfelu, où mène la logique implacable de l'Anthropocène ? Beaucoup de ceux qui saisissent la profondeur de la crise se retrouvent au bord d'un abîme existentiel. Ne voyant aucune issue, ils sont hantés par des visions d'éco-catastrophe. Une disposition apocalyptique tire sur les psychés, propageant une épidémie de désespoir et de résignation. Le récit de l'Anthropocène s'enchaîne avec des prémonitions de dystopie totale : L'Anthropos tombe et la Terre transfigurée navigue vers l'avant, libérée de son passager non regretté.

Comment contourner ces impasses de technofix hubristique, de simplicité volontaire et d'Armageddon écologique ? Pour une voie viable, nous avons besoin d'une histoire plus vaste qui ancre le changement de l'histoire planétaire dans le changement en cours dans l'histoire humaine. Alors, l'Anthropocène, plutôt qu'une conséquence inévitable d'une espèce non liée, est compris comme enraciné dans l'évolution sociale. Le moment géologique est un résultat contingent du chemin historique gravé par l'action humaine, la lutte sociale et l'incertitude inhérente à la dynamique des systèmes socio-écologiques. Comme le passé, l'avenir peut se dérouler le long de différentes trajectoires civilisationnelles. La voie de l'espoir qui s'ouvre devant nous transcenderait la modernité, sans la remodeler, s'en éloigner ou y succomber.

En mettant en accusation un "nous" homogène, plutôt qu'une étape passée de l'histoire, l'Anthropocène

dissimule un système social contesté et le protège de la culpabilité. En outre, sa pensée par espèce masque la responsabilité différentielle des colonisateurs et des colonisés, des nantis et des démunis, des capitalistes et des travailleurs, des retranchés et des exclus. Pourtant, ces distinctions sont essentielles pour comprendre l'étiologie d'un monde assailli par les crises de disparité, d'injustice et d'écologie, et pour façonner une politique transformatrice. Nous ne sommes peut-être pas capables de concevoir un bon Anthropocène ou un bon homo sapiens, mais nous pouvons créer une société qui suscite et nourrit les meilleurs anges de notre nature collective.

Bienvenue dans la phase planétaire

Nous avons discuté de la façon dont l'Anthropocène ne constitue pas un échafaudage pour la pensée critique et l'action collective. Bien que sa lentille géologique illumine brillamment une planète en transition, la pensée de son espèce obscurcit le chemin à suivre pour un monde en transition. Son écologie crie "éveillé", mais sa sociologie chuchote "trop tard". Pourtant, tout récit crédible sur le monde et son avenir doit se confronter à une réalité qui change la donne : la transformation de la Terre par l'homme. Les visions du monde et les idéologies vestigiales qui ne mettent pas en avant l'Anthropocène seront reléguées à la poubelle proverbiale de l'histoire.

Par conséquent, la tâche qui nous attend est de créer un cadre conceptuel qui conserve les vérités écologiques de l'Anthropocène tout en évitant ses fallacieuses erreurs historiques. La clé est d'ancrer l'histoire du changement géologique dans l'histoire globale de l'évolution sociale contingente et contestée. Dans cet esprit, certaines critiques de l'ahistorisme reflété dans le terme même d'Anthropocène ont proposé des noms alternatifs pour accentuer les forces sociales à l'origine du changement écologique. La tentation de substituer un préfixe favorisé a produit un catalogue copieux de portmanteaux : Capitalocène, Technoscène, Manthropocène, Plantationocène, Oligarchocène - et la liste continue.⁹

Ces néologismes, en réfractant l'idée d'Anthropocène à travers des lentilles politiques préexistantes, risquent d'apparaître comme des plaidoyers spéciaux pour des récits sélectifs. Mais pour être juste, chaque "cene" met en évidence un corrélat social important de la pression anthropique sur la planète. Pris ensemble, ils suggèrent la complexité multidimensionnelle de la causalité historique et soulignent la pauvreté de la pensée des espèces qui est au cœur de la formulation de l'Anthropocène. Le Capitalocène, la plus systémique des appellations alternatives, a à juste titre acquis la plus grande force d'attraction.¹⁰ Mais aucune désignation strictement géologique n'a la portée nécessaire pour communiquer la transition socio-écologique holistique à plusieurs niveaux qui est actuellement en cours ou pour soutenir une vision et une action collective largement partagées. Quoi qu'il en soit, l'important débat à venir portera sur la signification de l'Anthropocène, et non sur son nom.

La théorie de la Grande Transition (GT) est apparue en même temps que la perspective de l'Anthropocène, des réponses distinctes à une reconnaissance commune : l'histoire avait atteint un point d'inflexion majeur. Alors que le point d'entrée de l'Anthropocène était la crise du système terrestre, la GT était la crise de la civilisation : la macro-transition de l'ère moderne à la phase planétaire de la civilisation¹¹. Le capitalisme étant son moteur principal, la frénésie de changement révolutionnaire de la modernité - expansion économique, bouleversement culturel, découverte scientifique - a sans cesse rayonné depuis ses racines européennes pour englober les sociétés traditionnelles en son sein et à sa périphérie. Au fil des siècles, l'impératif de croissance du système a progressivement entraîné toutes les nations et tous les peuples dans une formation globale unique.

Ainsi, le cadre de la phase planétaire met en évidence l'Anthropocène comme un volet majeur dans une transformation multidimensionnelle. Le changement socio-écologique émane d'un système usé et dysfonctionnel incapable de renverser les instabilités qu'il a engendrées. Plutôt que l'aboutissement prédestiné d'une espèce expansionniste, la rupture dans l'histoire de la Terre est la conséquence d'une phase contingente et contestée de l'histoire humaine. Le phénomène de l'Anthropocène, quel que soit le nom qu'on lui donne, est mieux compris comme la manifestation géologique présageuse d'une crise systémique aux multiples visages. C'est l'aboutissement involontaire d'un cheminement historique ébranlé par les choix, les luttes, les sérendipités et les bifurcations qui ont façonné le monde moderne.

Par conséquent, l'Anthropocène est l'enfant de la phase planétaire. Un contrefactuel aide à démontrer sa paternité : et si, d'une manière ou d'une autre, une modification de la chimie neutralisait le CO₂ en tant que gaz à effet de serre ? La crise climatique se dissiperait et, sans sa principale justification, on parlerait alors d'un Anthropocène. Pourtant, la phase planétaire - la macro-transition vers un système mondial interdépendant et superposé - se poursuivrait rapidement. En revanche, si l'histoire du monde n'avait pas atteint son stade de mondialisation, il n'y aurait pas de crise du système terrestre. La phase planétaire est le prédicat de l'Anthropocène.

La forme de civilisation qui se cristallise finalement à partir du chaos de la transition reste intrinsèquement incertaine et profondément contestée. Dans l'interrègne chaotique entre l'ancien et le nouveau, les instabilités écologiques, économiques et sociales s'intensifient et les risques se multiplient. Les institutions et les idéologies établies, de plus en plus incapables de faire face aux crises, perdent leur légitimité, laissant un vide de peur, de dislocation et de ressentiment qui engendre une politique autoritaire et des inclinations nativistes. Heureusement pour notre avenir, une autre force reconstructrice entre également en jeu dans la dialectique de la transition.

L'histoire de l'Anthropocène nourrit des réponses dépolitisées - la folle logique de la géo-ingénierie et la triste logique de l'apocalypse. L'idée de la Grande Transition renvoie la quête de l'avenir à la téléologie de la vision sociale et à l'élan de la lutte sociale, nous appelant à forger une civilisation successeur. Notre destin commun dans la phase planétaire est le garant de l'identité, de la solidarité et de la citoyenneté élargies qui nous rendent aptes à cette tâche.

Ce que nous choisissons de faire - et de ne pas faire - façonnera le monde et la Terre elle-même. Pour s'acquitter avec sagesse de cette immense responsabilité, il faut bien comprendre la situation actuelle. L'Anthropocène renferme une vérité géologique puissante, mais aussi un fallacieux sophisme historique qui obscurcit le passé et embrouille l'avenir. Pogo a trouvé un slogan approprié pour l'Anthropocène : "Nous avons rencontré l'ennemi et il est nous ! La bonne réplique serait une mobilisation de masse pour une grande transition : "Nous avons rencontré la solution et elle est nous !"

NOTES :

1. L'auteur-compositeur-interprète Nick Mulvey pose cette question dans sa lamentation poignante "In the Anthropocene", <https://www.youtube.com/watch?v=OYnaQIvBRAE>.
2. Paul J. Crutzen et Eugene F. Stoermer, "The 'Anthropocene'," International Geosphere-Biosphere Programme (IGBP) Newsletter, 2000, reproduit dans "Have We Entered the 'Anthropocene' ?", International Geosphere-Biosphere Programme, 31 octobre 2020, <http://www.igbp.net/news/opinion/opinion/haveweenteredtheanthropocene.5.d8b4c3c12bf3be638a8000578.htm>
l. Pour un aperçu des origines, de la signification et du statut de l'idée, voir Yadvinder Malhi, "The Concept of the Anthropocene", Annual Review of Environment and Resources 42 (2017) : 77-104.
3. Pour évaluer les preuves, la Commission internationale de stratigraphie (IGS), gardienne de la chronologie de la Terre, a créé le groupe de travail consultatif sur l'anthropocène (AWG). Après une décennie de délibérations, l'AWG a recommandé que l'Anthropocène, en effet, soit traité comme une "unité chrono-stratigraphique formelle" qui a commencé avec la Grande Accélération du milieu du XX^e siècle, lorsque les courbes mesurant l'impact humain se sont penchées vers le ciel. Si l'IGS accepte cette recommandation, la question sera soumise à l'Union internationale des sciences géologiques (UISG) pour approbation.
4. En tant que question scientifique, le critère de vérification géologique, qui se concentre sur les couches rocheuses et les fossiles, est mal adapté à la tâche globale d'évaluation de l'état de la Terre en tant que système intégré. Cependant, la nouvelle discipline de la science du système terrestre n'a pas le même poids que l'UISG.

5. Jamie Lorimer, "L'anthropo-scène : A Guide for the Perplexed", Social Studies of Science 47, no. 1 (2017) : 117-142.
6. Rob Nixon, "The Anthropocene : The Promise and Pitfalls of an Epochal Idea", Edge Effects, 6 novembre 2014, <https://edgeeffects.net/anthropocene-promise-and-pitfalls/>.
7. L'essence du récit social de l'Anthropocène se reflète dans le titre du très influent "Geology of Mankind" de Paul Crutzen, Nature 415, n° 23 (2002). Pour des critiques en sciences sociales, voir, entre autres, l'ouvrage d'Andreas Malm et Alf Hornborg "The Geology of Mankind ? A Critique of the Anthropocene Narrative", The Anthropocene Review 1, no. 1 (2014) : 62-69, ainsi que "Facing the Anthropocene" de Ian Angus : Fossil Capitalism and the Crisis of the Earth System (New York : Monthly Review Press, 2016), de Ian Angus, qui situe l'Anthropocène dans un cadre marxiste.
8. Parmi les ouvrages de référence sur les techniques, citons "An Ecomodernist Manifesto", avril 2015, <https://www.ecomodernism.org/> ; Michael Shellenberger et Ted Nordhaus, eds., Love Your Monsters : Postenvironmentalism and the Anthropocene (Oakland, CA : Breakthrough Institute, 2011) ; et Mark Lynas, The God Species : Saving the Planet in the Age of Humans (Washington, DC : National Geographic Society, 2011). Des versions plus mesurées de la gestion de la terre apparaissent dans le discours politique dominant, par exemple, Frank Biermann, Earth System Governance : Earth System Governance : World Politics in the Anthropocene (Cambridge, MA : MIT Press, 2014). Clive Hamilton a été l'un des critiques les plus incisifs de l'écomodernisme, par exemple, "The Technofix Is In : A Critique of 'An Ecomodernist Manifesto,'" Clive Hamilton (blog), 24 avril 2015, <https://clivehamilton.com/the-technofix-is-in-a-critique-of-an-ecomodernist-manifesto/>
9. Jean-Baptiste Fressoz et Christophe Bonneuil ajoutent sept "cènes" alternatifs, tels que le Thermocène, le Thanatocène et le Phagocène, en mettant l'accent, respectivement, sur le climat, le pouvoir et le consumérisme. Voir Le choc de l'Anthropocène : La Terre, l'histoire et nous, trans. David Fernbach (Londres : Verso, 2017).
10. Voir, par exemple, Jason Moore, éd. Anthropocène ou Capitalocène ? Nature, History, and The Crisis of Capitalism (Oakland, CA : PM Press, 2016), en particulier l'ouvrage d'Elmar Altvater "The Capitalocene, or, Geoengineering against Capitalism's Planetary Boundaries", 138-152. Mais Ian Angus, dans une critique convaincante de Moore, met en garde contre la diminution des découvertes de la science du système terrestre ; voir "Anthropocène ou Capitalocène ? Misses the Point", Climate & Capitalism, 26 septembre 2016, <https://climateandcapitalism.com/2016/09/26/anthropocene-or-capitalocene-misses-the-point/>.
11. Le concept a été introduit dans Paul Raskin, Tariq Banuri, Gilberto Gallopín, Pablo Gutman, Allen Hammond, Robert Kates et Rob Swart, Great Transition : The Promise and Lure of the Times Ahead (Boston : Tellus Institute, 2002), <https://greattransition.org/gt-essay>. Pour une discussion actualisée et élargie, voir Paul Raskin, Journey to Earthland : The Great Transition to Planetary Civilization (Boston : Tellus Institute, 2016), <https://greattransition.org/publication/journey-to-earthland>.

▲ RETOUR ▲

Un nouveau rapport révèle que le boom de la fracturation dans les Appalaches a entraîné une perte d'emplois

Par Nick Cunningham, publié à l'origine par le blog DeSmog 17 février 2021



Le boom de la fracturation, qui dure depuis dix ans dans les Appalaches, n'a pas entraîné de croissance significative de l'emploi, et malgré les niveaux extraordinaires de production de gaz naturel de la région, la promesse de prospérité de l'industrie s'est "transformée en presque rien", selon un nouveau rapport.

Le boom de la fracturation a reçu un large soutien des politiciens d'en face dans les Appalaches en raison des rêves de création d'emplois énormes, mais un rapport publié le 10 février par un groupe de réflexion sur l'économie et la durabilité basé en Pennsylvanie, l'Ohio River Valley Institute (ORVI), jette un nouvel éclairage sur la réalité de ce battage.

Le rapport a examiné comment 22 comtés de Virginie occidentale, de Pennsylvanie et de l'Ohio - qui représentent 90 % de la production de gaz naturel de la région - se sont comportés pendant le boom de la fracturation. Il a constaté que les comtés qui ont connu le plus de forages ont connu une croissance de l'emploi plus faible et une diminution de la population par rapport aux autres régions des Appalaches et à l'ensemble du pays.

La production de gaz de schiste des Appalaches a explosé, passant d'un niveau minimal il y a un peu plus de dix ans à plus de 32 milliards de pieds cubes par jour (Gpc/j) en 2019, soit environ 40 % de la production totale du pays. Pendant cette période, entre 2008 et 2019, le PIB de ces 22 comtés a augmenté trois fois plus vite que celui de la nation dans son ensemble. Toutefois, si l'on se base sur divers indicateurs de la prospérité économique réelle, tels que la croissance de l'emploi, la croissance démographique et la part de la région dans le revenu national, la région a pris plus de retard que le reste du pays.

Entre 2008 et 2019, le nombre d'emplois aux États-Unis a augmenté de 10 %, selon le rapport de l'ORVI, mais dans l'Ohio, en Pennsylvanie et en Virginie occidentale, la croissance de l'emploi n'a été que de 4 %. De façon plus flagrante, les 22 comtés producteurs de gaz de ces trois États - zéro pour le boom du forage - n'ont connu qu'une croissance de 1,7 % de l'emploi.



"Ce qui est vraiment troublant, c'est que ces résultats décevants ont été obtenus à un moment où l'industrie du gaz naturel de la région fonctionnait à plein régime. Il est donc difficile d'imaginer un scénario dans lequel les résultats seraient meilleurs", a déclaré Sean O'Leary, l'auteur du rapport.

Le rapport cite le comté de Belmont, dans l'Ohio, comme un cas particulièrement choquant. Le comté de Belmont a reçu plus d'un tiers de tous les investissements en gaz naturel dans l'État, et représente plus d'un tiers de la production de gaz de l'État. L'industrie représente également environ 60 % de l'économie du comté. En raison du boom, le PIB du comté a augmenté cinq fois plus vite que le taux national. Et pourtant, le comté a connu une baisse de 7 % des emplois et de 2 % de la population au cours de la dernière décennie.



"Ce rapport montre que de nombreux comtés de Marcellus et de la région d'Utica, où le gaz est fracturé, ont généralement perdu à la fois de la population et des emplois entre 2008 et 2019", a déclaré John Hanger, ancien secrétaire à la protection de l'environnement de Pennsylvanie, en commentant le rapport. "Ce rapport fait exploser en une boule de feu les affirmations selon lesquelles l'industrie du gaz apporterait la prospérité en Pennsylvanie, dans l'Ohio ou en Virginie occidentale. Ce sont des faits obstinés qui indiquent que le forage du gaz a fait le contraire dans la plupart des principaux comtés de forage".

Un boom sans croissance de l'emploi

Cette absence de croissance de l'emploi n'était pas ce que l'industrie avait promis. Une étude de 2010 de l'American Petroleum Institute a prédit que la Pennsylvanie verrait plus de 211 000 emplois créés d'ici 2020 grâce au boom de la fracturation, tandis que la Virginie occidentale verrait 43 000 emplois supplémentaires. Des études comme celles-ci ont été largement citées par les politiciens comme preuve que le boom de la fracturation était un impératif économique et qu'il devait être soutenu.

Mais le rapport de l'Ohio River Valley Institute révèle le décalage entre un boom du forage et la hausse du PIB d'une part, et la détérioration de l'emploi local d'autre part. Il y a probablement de nombreuses raisons à cette déconnexion liées à la longue liste d'externalités négatives associées au fracturage : La nature en dents de scie des industries extractives crée des risques pour d'autres secteurs d'activité, tels que l'extrême volatilité économique, qui décourage la création de nouvelles entreprises ou l'expansion des entreprises existantes ; tandis que la pollution de l'air, de l'eau et le bruit ont un impact négatif sur la santé et l'environnement des résidents vivant à proximité.



"Il ne peut y avoir d'erreur sur le fait que plus les gens vivent près de l'exploitation du gaz de schiste, plus ils risquent d'avoir de mauvais résultats pour leur santé", a déclaré à DeSmog Alison Steele, directrice exécutive du projet de santé environnementale du sud-ouest de la Pennsylvanie. "Plus de deux douzaines d'études épidémiologiques revues par des pairs montrent une corrélation entre le fait de vivre à proximité d'une exploitation de gaz de schiste et une foule de problèmes de santé, tels que l'aggravation de l'asthme, les hospitalisations pour insuffisance cardiaque, les naissances prématurées et les bébés nés avec un faible poids à la naissance et des malformations congénitales".

De plus, le forage pétrolier et gazier est une activité à forte intensité de capital et non d'emploi. Comme le montre l'exemple du comté de Belmont, seuls 12 % environ des revenus générés par l'industrie du gaz peuvent être attribués aux salaires et à l'emploi, alors que dans d'autres secteurs, en moyenne, plus de la moitié des revenus vont aux travailleurs.

En d'autres termes, le forage coûte très cher, mais il n'emploie pas beaucoup de monde et une grande partie des revenus est détournée vers les actionnaires. Pour couronner le tout, les équipements et les personnes sont importés de l'extérieur de la région - une grande partie des emplois créés sont occupés par des travailleurs venus d'endroits tels que le Texas et l'Oklahoma.

Malgré l'énorme augmentation de la production de gaz de schiste au cours de la dernière décennie, la grande majorité des 22 comtés qui ont connu le boom du forage ont également connu "une stagnation économique ou un déclin et un dépeuplement total", selon le rapport.

L'American Petroleum Institute n'a pas répondu à une demande de commentaires.



"Nous pouvions voir depuis longtemps que les chiffres de l'emploi publiés et poussés par l'industrie il y a des années étaient basés sur des fanfaronnades, et non sur nos réalités économiques", a déclaré Veronica Coptis, directrice exécutive de Coalfield Justice, une organisation à but non lucratif basée dans le sud-ouest de la Pennsylvanie, à DeSmog, commentant le rapport. "A la demande et avec l'encouragement de l'industrie, la Pennsylvanie a encouragé de manière agressive le développement du gaz de schiste dans les zones rurales pendant plus d'une décennie. Et pourtant, les comtés du sud-ouest à l'épicentre de la fracturation ne montrent aucune amélioration évidente du bien-être".

La pétrochimie aussi un faux espoir

L'usine de craquage d'éthane de Shell

L'usine de craquage d'éthane de Shell est en construction. Crédit : Nick Cunningham

Après la chute brutale des prix du gaz naturel dans un contexte d'offre excédentaire à partir de 2012, le nombre de puits forés a commencé à ralentir. Les partisans de l'industrie ont alors placé leurs espoirs dans un nouvel avenir : le plastique. Les installations pétrochimiques transformeraient le gaz naturel à bas prix en éléments constitutifs du plastique et stimuleraient un cycle vertueux de nouvelles fabrications tout en prolongeant le boom des forages.

Une étude de 2017 de l'American Chemistry Council a déclaré que les Appalaches pourraient soutenir jusqu'à neuf craqueurs d'éthane, des installations pétrochimiques massives qui utilisent les liquides du gaz naturel pour fabriquer de petites pastilles de plastique. Selon cette étude, la "renaissance" pétrochimique des Appalaches n'en est qu'à ses débuts, mais la construction d'une telle installation entraînerait la création d'une multitude d'installations de traitement et, surtout, d'un centre de stockage pétrochimique à grande échelle. Une fois construite, l'industrie s'est vantée que toute cette infrastructure pétrochimique attirerait plus de 35 milliards de dollars d'investissements dans la région, ajouterait plus de 25 000 emplois directs et 43 000 emplois indirects.

Mais cette promesse pétrochimique, elle aussi, n'a été qu'un mirage. La plupart des craqueurs d'éthane proposés ont été annulés ou retardés. Un seul a avancé : Le craqueur d'éthane de Shell à Beaver County, en Pennsylvanie, qui a été attiré dans l'État par un crédit d'impôt de 1,6 milliard de dollars, le plus grand allégement fiscal de l'histoire de la Pennsylvanie.

Même dans le comté de Beaver, la croissance de l'emploi a été anémique : le comté a vu l'emploi se contracter de 0,5 % entre 2008 et 2019, malgré la mise en chantier de l'usine pétrochimique phare des Appalaches, selon l'ORVI. En réalité, le craqueur Shell emploiera plusieurs milliers de personnes temporairement pendant la construction, mais n'en emploiera que 600 de manière permanente lorsqu'il sera mis en service.

Le marché des produits pétrochimiques s'est considérablement amoindri depuis que Shell a donné son feu vert au projet il y a plusieurs années, ce qui a suscité des doutes quant à la croissance future. Et pourtant, en 2020, le législateur de Pennsylvanie a adopté un autre crédit d'impôt de 667 millions de dollars destiné à attirer dans l'État davantage d'installations pétrochimiques. Le gouverneur démocrate Tom Wolf l'a soutenu.



Comme l'a conclu le rapport de l'ORVI : "Les décideurs politiques devraient examiner d'un œil très critique les propositions visant à étendre ou à aider d'une autre manière l'industrie du gaz naturel, qui n'a pas encore démontré qu'elle est capable de contribuer positivement, localement ou à grande échelle, aux États et aux comtés où elle est la plus répandue.

▲ RETOUR ▲

.Le vortex polaire, qui touche les Etats-Unis, met à genoux tout le système électrique texan

Ludovic Dupin Publié le 16 février 2021 NovEthic.fr

La résilience des systèmes énergétiques face aux phénomènes météorologiques extrêmes va être la clé à l'heure du changement climatique. Les records de froid enregistrés au Texas et dans plusieurs États américains l'illustrent douloureusement. **Des milliers d'éoliennes et des dizaines de centrales à gaz ont littéralement gelé**, privant des millions de foyers d'électricité.



Houston a connu des températures de -9°C en raison de la vague de froid qui recouvre l'État.

Les réseaux électriques américains sont assez fragiles. Et la vague de froid polaire qui recouvre plusieurs États a montré une nouvelle fois leur manque de résilience. Le Texas est particulièrement mis à mal. Avec **des températures inférieures de -25 °C aux normales saisonnières**, toutes les infrastructures ont souffert. Houston a atteint -9 °C et est paralysée par une épaisse couche de neige.

Face à des conditions exceptionnelles, plusieurs centrales à gaz, première source d'électricité de la zone, et des centrales à charbon se sont mises en fonctionnement très dégradé. La moitié des éoliennes de l'État, deuxième source d'approvisionnement (23 % du mix électrique), ont gelé sur pied. Quant à la production photovoltaïque, elle est à zéro. Seules les deux centrales nucléaires Comanche Peak fonctionnent encore à 100 %.

Production pétrolière stoppée

En conséquence, les opérateurs ont dû organiser des coupures d'électricité, afin d'éviter un effondrement global du réseau. Ainsi à chaque instant deux à trois millions de foyers sont privés de courant pour des durées allant de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures. Le Président Joe Biden a déclaré l'état d'urgence dans l'État. **D'autres États font face à de mêmes difficultés dans une moindre ampleur. C'est le cas de l'Alabama, l'Oklahoma, le Kansas et le Mississippi et l'Oregon.**

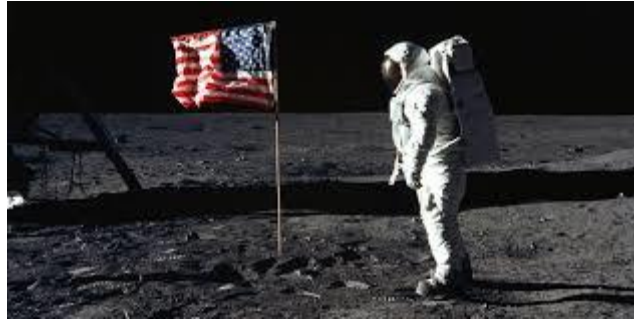
Outre l'approvisionnement électrique, c'est la production du pétrole qui est durement touchée. Au Texas, une

production de deux millions de barils par jour environ a disparu des marchés. La conséquence a été une hausse immédiate des cours au-delà de 60 dollars, un record depuis treize mois alors que la crise pandémique a fait s'effondrer les cours ces derniers mois.

▲ RETOUR ▲

.Tout savoir sur la conquête spatiale

Par [biosphere](#) 18 février 2021



« Coloniser Mars ? Le fantasme d'un exode vers d'autres mondes nourrit nos imaginaires », dicit [Stéphane Foucart](#). Des informations décontextualisées laissent croire qu'il y aurait dans le cosmos une multitude d'ailleurs vivables et accessibles... Le mirage de la technologie qui va nous faire échapper d'une planète qu'on a rendu invivable, ça marche, exemples chez les lecteurs du monde.fr :

JCM : Le rêve d'un ailleurs est vieux comme le monde, il faut être bien amer pour le croire toxique.

Rust Cohle : Oui, il existe des contraintes énormes et pour l'instant indépassables pour aller sur Mars. C'est d'ailleurs pour ça que les Sky Crane de Curiosity et Perseverance sont une impasse. Mais l'Humain a cette capacité de dépasser les limites techniques, même si ça prendra 10 ans, 30 ans ou 100 ans.

Obéron : Coloniser significativement d'autres planètes, à commencer par les plus proches, c'est affaire de siècles (au moins un ou deux). Les terraformer, sans doute affaire de millénaires. C'est enthousiasmant pour l'esprit, cela fait rêver.

Nawak : ~~Qui peut savoir quelles technologies nous maîtriserons dans deux siècles ?~~ Regardons deux siècles en arrière pour avoir une idée de notre ignorance...en 1821, celui qui disait que l'homme irait sur la Lune ou volerait d'un continent à un autre en quelques heures aurait été traité de la même manière que cet article parle de ceux qui pensent que l'homme peut coloniser Mars.

L'idée que nous pourrions ruiner la Terre avant de partir tranquillement vers d'autres soleils séduit des esprits parmi les plus éclairés. Le sociologue médiatique Gérard Bronner : « *En quittant la Terre, il deviendrait évident que nous sommes humains avant d'être terriens. C'est là un rappel essentiel car l'idéologie précautionniste, en nous proposant un rapport empreint de sentimentalité à la planète, nous contraint à penser que le problème fondamental est de ne surtout pas risquer de détruire l'espace qui nous permet de vivre* ». **Sylvia Ekström** et **Javier G. Nombela** mettent les

points sur les i dans un livre qui vient d'être publié : **« Nous ne vivrons pas sur Mars, ni ailleurs »**. En conclusion de leur livre, ils écrivent : *« Là-bas au bord du champ, vous réaliserez que nous ne pouvons pas vivre sans la beauté multicolore de la nature terrestre. »*

Voici quelques commentaires perspicaces sur lemonde.fr :

AliceM : Merci Stéphane Foucart pour cet article. Les hommes sont bien fous de se penser indépendants de la Terre. Cela révèle une déconnexion pathologique d'avec leur essence même. Remarquez qu'aucune femme n'entretient ce complexe **mégalomane et suicidaire**.

Francis.C : Elon Musk, l'homme qui fait fortune en vendant quelques voitures électriques pour « sauver la planète », et qui veut utiliser cet argent pour du **tourisme spatial, soit à peu près l'activité la plus polluante qu'on puisse imaginer**. Difficile de le prendre au sérieux.

Man from Blacksea : Vivre sur une autre planète: le confinement éternel. Non merci.

« Coloniser Mars ? Le fantasme d'un exode vers d'autres mondes nourrit nos imaginaires et rend supportable la destruction de notre environnement »
Chronique Stéphane Foucart Publié le 14 février 2021

Vivre sur Vénus, « terraformer » Cérès ou coloniser Mars... L'accumulation d'informations sur la conquête spatiale ouvre des horizons factices qui travaillent les imaginaires, estime Stéphane Foucart, journaliste au « Monde ».

Article réservé aux abonnés



A l'entrée de « Mars Base 1 », un projet C-Space ouvert au public dans le désert de Gobi (province du Gansu, Chine), en 2019.

Chronique. Souvenez-vous : c'était en septembre 2020 et dans les gazettes, il était fortement question de phosphine. Les médias bruissaient de ce mot étrange que la plus grande part d'entre nous n'avait jamais entendu, mais qui portait alors une information assez importante pour saturer l'espace public, le temps de quelques jours.

Une étude publiée dans [Nature Astronomy](#) faisait état d'une détection de phosphine dans l'atmosphère de Vénus et c'était là, suggéraient les auteurs de ces travaux, l'indice d'une vie microbienne dans la couverture nuageuse de la planète. La phosphine est en effet, paraît-il, la signature d'un métabolisme bactérien.

La découverte fut rapidement démentie, et vite remplacée par bien d'autres histoires du même tonneau. Quelques jours plus tard, la télévision publique française diffusait un documentaire expliquant comment la ceinture d'astéroïdes pourrait être utilisée comme base arrière de la conquête du système solaire. En

commençant peut-être par la colonisation de Cérès – planète naine à laquelle le physicien Pekka Janhunen (Centre d’observation spatiale de l’Institut météorologique de Finlande) vient de consacrer une étude de « terraformation », postée sur le site de prépublication [arXiv](#).

Science hollywoodienne

Une nouvelle fracassante vint occuper la conversation publique quelques jours plus tard avec le lancement mondial, fin janvier, d’un essai de l’astrophysicien Avi Loeb (université Harvard), suggérant que ‘Oumuamua – un astéroïde de forme oblongue dont la trajectoire surprend les scientifiques – serait en réalité un vaisseau extraterrestre...

▲ RETOUR ▲

Promoteurs du nucléaire, vous m'emmerdez

Par [biosphere](#) 18 février 2021



Montebourg, Accoyer et Chevènement tous unis pour la défense du « patrimoine nucléaire français ». Gérard Longuet et Julien Aubert (LR), André Chassaigne (PCF), Arnaud Montebourg (PS), tous unis pour une source d’énergie du passé. La bataille du lobbying est lancée, mais aucune mention dans l’[article du MONDE](#) d’une quelconque critique de l’atome civil ; faut plus de centrales, point final. Bizarre, cette anomalie de l’analyse, heureusement compensée par les [commentaires sur lemonde.fr](#) :

Walter : Qu’ils disent d’abord ce qu’ils vont faire des déchets encore tout jeunes et des centrales déjà toutes vieilles.

G. Delaurens : Déjà avoir réparti 56 réacteurs dans tout le pays pour disait-on assurer l’indépendance énergétique de la France alors que le nucléaire ne représenterait jamais que **17%** de notre **consommation d’énergie**, c’était très fort. Nous proposer maintenant de relancer la construction de centrales non concurrentielles sur le marché grâce à nos impôts, alors que le nucléaire ne représentera que 2% de l’énergie finale consommée dans le monde en 2040 et qu’il faudra diminuer notre production de CO2 de 50 % avant 2030, c’est tout simplement se ficher du monde. Ou plus exactement ça fait partie des propositions qu’on émet pour faire porter l’attention sur soi, faire semblant d’exister...

Orion @ Delaurens : Il convient de faire des corrections à votre post. Primo, quand on parle du nucléaire, il ne faut pas faire une analyse sur la base de la consommation d’énergie (incluant par exemple l’essence et le diesel pour les bagnoles), mais sur la base de la production d’électricité. Et là, le nucléaire représente **70%** de la production **d’électricité** en France. Deuzio, le nucléaire est un atout dans la lutte contre le réchauffement climatique comme l’ont rappelé – excusez du peu – le GIEC et l’Agence Internationale de l’Energie, qui ont aussi invité les pays ayant déjà une filière nucléaire à la préserver en poursuivant recherches et investissements. Cela vaut donc pour la France, ne vous en déplaie. Tertio, l’impact carbone réel d’une énergie se mesure par

Analyse de Cycle de Vie d'une énergie (ACV) selon le GIEC. En France, selon l'ADEME, cela donne seulement 6 gCO₂/kWh par ACV pour le nucléaire contre... 55 gCO₂/kWh par ACV pour le solaire. Un facteur 9 !

G. Delaurens @Orion : la problématique c'est l'urgence de diminuer l'effet de serre, dans la mesure où on n'a strictement rien fait avant (par exemple depuis 10 ans dans notre consommation de pétrole automobile n'a pas varié, même si le nombre de véhicules diminuait). Dès lors ce que vous appelez « un atout » qui consiste en notre seul effort industriel et polarise nos interventions ne représente aucune solution pour le but recherché (le CO₂). C'est juste une façon de détourner le problème en se focalisant sur l'accessoire, pour garder belle figure sans rien faire de concret.

JCM : Dans les analyses, on limite trop souvent l'impact du nucléaire à l'aspect climatique. Il y en a bien d'autres, beaucoup moins reluisants: coût du démantèlement, gestion des déchets, sécurité en cas d'accident ou d'attentat, centralisation et goût excessif du secret, dépendance aux matières premières etc.

L'appréciateur : Quelques évidences : les énergies les moins polluantes sont celles qu'on ne consomme pas. Nous dépendons à 90% (95% ?) d'un combustible importé. Un accident dans une centrale (sabotage interne, erreur de manip, attentat, suicide , tremblement de terre, inondation, etc.) aura des conséquences effroyables. Mais EDF veille, rendormons-nous. Et après tout si on doit évacuer Paris ou Bordeaux c'est rigolo. Nos politiques « responsables » vont léguer à nos descendants des déchets ? On s'en fout, on ne sera plus là. Les tours opérateurs proposeront un circuit : mines de charbon, sidérurgie, nucléaire !

Digi : Je trouvais Montebourg plutôt pertinent dans son discours relocalisant. Mais là c'est mort. Si le but c'est d'investir dans une énergie du passé, coûteuse, centralisée, ingérable à long terme, sans se soucier du vrai problème (la consommation, donc le gaspillage et les pertes en ligne), alors continuons dans le nucléaire.

Orion @Digi : Ne vous en déplaise, l'énergie nucléaire est une énergie du futur et un atout dans la lutte contre le réchauffement climatique

schnitzler @ Orion : Savez-vous que les réserves d'uranium seront bientôt épuisées?

ManuLeMytho : Les Français n'ont jamais eu droit à un référendum sur ce sujet, mais les sondages indiquent 70% de refus de cette industrie, comme nos voisins qui, eux, ont eu le droit de s'exprimer... Quant au « patrimoine », y'a pas de quoi s'inquiéter : les déchets radioactifs sont là pour 1 million d'années. Je réponds par avance aux réacs : oui on aura des ordinateurs & internet mais pas l'obsolescence programmée et l'augmentation irrationnelle des data...

ManuHamburg : Adieu Montebourg. Dommage, mais la vraiment NON. Le nucléaire c'est l'enfouissement de substances toxiques pendant des dizaines de milliers d'années en disant aux prochaines générations: démerdez vous. Aucune génération n'a jamais fait ça pour les suivantes.

▲ RETOUR ▲

LE POINT SUR LES TRANSPORTS...

18 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Pas de joie...

Donc, [certains à ADP](#) <Aéroport De Paris> se réjouissent de l'arrêt de "l'hémorragie de cash". Bon, en même temps, ADP a vu son endettement passer de 5,392 à 7,484 milliards d'euros, et comme n'importe quel [bredin mondialiste](#), a "investi", dans moult aéro-porcs tout autant sur le flanc...

Quand la dette augmente de 2.092 milliards, il n'y a pas de quoi pavoiser, et que l'avenir ne s'avère pas incertain, mais tracé, sur une réduction drastique du trafic, réduit à un moignon.

1.17 milliards de pertes, avec un effet pervers du premier trimestre 2020, qui masque encore pas mal l'arrêt du trafic.

Le premier "plan social" (parce qu'il ne l'est pas) est le premier d'une longue série à venir, et voit partir 11 % de ses effectifs (1150 dont 700 "non remplacés" ?).

[Air Rance-Klm](#) connaît une perte historique de 7 milliards, et la quasi-totalité des compagnies aériennes mondiales sont sous perfusions, sauf les archaïques qui ne vivaient que du fret. Là, la dette a doublé (11 milliards).

[Au large de Chypre](#), les bétailières flottantes sont sagement garées, engendrant là aussi, moult taxes d'accostage, sans la plaie des touristes.

DÉCRÉPITUDE !

17 Février 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

[Aux USA](#), certains pensent que l'industrie nucléaire est "décrépite". On se demande où ils vont chercher tout ça.

"Le nombre de centrales nucléaires aux États-Unis est maintenant tombé à 94 par rapport à un sommet de 129. Et l'énergie nucléaire est en déclin en tant que source d'énergie".

Ce déclin n'empêche pas que certaines compagnies continuent à s'enfermer dans le nucléaire. Prévues pour 40 ans, elles sont prolongées, pour 60, 80 voire 100 ans...

Mais à l'allure du déploiement du renouvelable, ces centrales sont déjà obsolètes. Vu la rapidité du déploiement du renouvelable, il est même inutile de penser à 100 ans.

Je pense, personnellement, que l'obsolescence économique de ces centrales, qui ne fonctionnent plus qu'avec l'aide des états, les fermera sous peu. Déjà, un joli - 35, c'est très bien.

En Belgique, résistance aussi des autorités et des mentalités. On sait qu'on va sortir du nucléaire, mais c'est en trainant les pieds.

Obsolescence aussi des transports en commun. On vient de s'apercevoir qu'une écrasante majorité des voyages étaient tout bonnement, totalement futiles.

Les USAméricains ont résolu le problème, beaucoup vivent dans leurs baignoires.

Décrépitude aussi du côté du Vatican, non je ne parle pas du pape (pourtant un décrépi mondialiste de première), mais de ses finances. Mais du côté de ses préférences politiques, le pape a fini de liquider l'église.

▲ RETOUR ▲



More than 4 million barrels a day of output -- almost 40% of the nation's crude production -- is now offline, according to traders and executives. One of the world's biggest oil refining centers has seen output drastically cut back. The waterways that help U.S. oil flow to the rest of the world have been disrupted for much of the week.

"The market is underestimating the amount of oil production lost in Texas due to the bad weather," said Ben Luckock, co-head of oil trading at commodity giant Trafigura Group.





Les marchés devront augmenter de 1900% pour compenser la chute de 95% à venir...

Alfred ou ses héritiers ont-ils donc une chance de récupérer une partie ou la totalité de la valeur initiale du...

[Lire la suite »](#)



Tous ces programmes de Prêts ne sont qu'un « IMMENSE FEU DE JOIE » alimenté par l'argent des contribuables !

Les milliers de milliards de dettes que les banques centrales et les gouvernements ont créé cette année exacerbent le piège de...



Gregory Mannarino: « Quelque chose de très grave est sur le point d'arriver sur les marchés, comme un krach boursier... Faites preuve de Prudence ! »



Le fossé entre les riches et les pauvres prend désormais des proportions révolutionnaires !

Le fossé entre les riches et les pauvres atteint aujourd'hui des proportions contre lesquelles l'histoire nous met en garde. En...



La capitalisation boursière américaine par rapport au PIB atteint un record de 200%: ce que cela signifie pour l'or

Pour la toute première fois dans l'histoire, la valeur totale du marché boursier américain est deux fois plus élevée que...

Nous y revoilà: Zoltan met en garde le marché des pensions au bord d'un choc majeur alors que le taux de financement clé devient négatif



"Nous nous attendons à ce que les spreads Libor-OIS du dollar américain atteignent zéro d'ici juin, avec des risques à la baisse."

JEU 18 FÉVRIER, À 7H11

108 070

0

Si quelques jours de temps froid peuvent provoquer "une urgence très grave"...

le 16 février 2021 par Michael Snyder



... Alors, à quoi ressemblerait une grave crise à long terme dans ce pays ? Malgré toutes nos technologies de pointe, les températures froides record ont mis à genoux une grande partie des États-Unis. Le réseau électrique du Texas a connu une panne épique, d'innombrables tuyaux qui n'étaient pas conçus pour supporter des températures aussi basses ont éclaté et des millions de personnes sont sans électricité et n'ont aucun moyen de chauffer leur maison pour le moment. En fait, on nous dit que 4,5 millions de personnes rien qu'au Texas étaient sans électricité mardi...

L'extrême demande d'énergie et la surcharge des centrales électriques gelées au milieu d'un gel sans précédent au Texas sont parmi les facteurs qui ont conduit à près de 4,5 millions de clients sans électricité dans l'État de Lone Star mardi, selon les experts.

Les pannes se sont étendues à tout le Texas et ont laissé des millions de personnes dans le noir et le froid glacial, alors que les températures n'atteignaient qu'un degré et qu'une tempête hivernale avait enseveli l'État sous la neige et la glace ces derniers jours.

"Quelle que soit la façon dont vous coupez, c'est une panne massive pour un réseau et un État qui présente l'énergie et l'électricité comme un exemple brillant", a déclaré Varun Rai, le directeur de l'Institut de l'énergie de l'Université du Texas à Austin.

La plus grande partie du Texas est raccordée à un réseau électrique indépendant du reste de la nation, et cette crise a montré à quel point ce réseau peut être extrêmement vulnérable en cas d'urgence.

Malheureusement, il semble que le temps froid va persister pendant un certain temps, et CenterPoint Energy dit aux habitants de la région de Houston de se préparer à "plusieurs jours supplémentaires" de pénurie d'électricité...

CenterPoint Energy, la compagnie d'électricité qui fournit l'électricité aux foyers de la région de Houston et distribue le gaz naturel, a fait le point sur le chaos actuel du réseau électrique au Texas en annonçant de mauvaises nouvelles mardi soir.

CenterPoint a déclaré que les pénuries d'électricité pourraient durer "plusieurs jours de plus" et a averti les

clients "de prendre des précautions pour leur sécurité personnelle".

Bien sûr, il n'y a pas que le Texas qui souffre.

Selon un rapport, des coupures de courant continues ont également eu lieu dans les 14 états qui composent le Southwest Power Pool...

Le Southwest Power Pool, qui contrôle un réseau s'étendant sur 14 états du Dakota du Nord à l'Oklahoma, a ordonné des coupures de courant tournantes pour un deuxième jour consécutif.

Cela n'était pas censé se produire.

Mais c'est le cas.

Le temps extrêmement froid a également fait grimper les prix du gaz naturel à des niveaux totalement insensés. Tout d'un coup, il y a eu une énorme demande pour une quantité limitée d'approvisionnement, et nous avons vu les prix faire des choses qu'ils n'avaient jamais faites auparavant...

L'approvisionnement pour livraison le lendemain au centre de transport de gaz d'Oneok en Oklahoma s'est négocié à 999 dollars par million d'unités thermiques britanniques pour deux contrats mardi, selon David Hoy, un négociant de Dynasty Power à Calgary. Ce chiffre est à comparer aux 4,19 dollars de la semaine précédente.

Le gaz au Henry Hub en Louisiane, la référence pour les contrats à terme à New York, s'est négocié à 19 dollars vers 11h45 à New York après avoir grimpé à 30 dollars plus tôt, a déclaré M. Hoy. L'offre au Hub s'est échangée à 3,24 dollars il y a une semaine.

Un responsable de l'industrie a déclaré à Bloomberg qu'il n'avait jamais rien vu de tel...

"Je suis les marchés de l'énergie et les questions de réseau depuis un certain temps, et je ne me souviens pas d'un événement climatique extrême qui ait eu un tel impact sur une si grande partie de la nation - la situation est critique", a déclaré Neil Chatterjee, membre de la Commission fédérale américaine de régulation de l'énergie.

Il n'a fallu que quelques jours de temps très froid.

Notre système serait-il même capable de gérer une crise nationale à long terme beaucoup plus grave ?

Je ne le pense pas.

Malheureusement, d'autres intempéries sont à prévoir. Une tempête hivernale géante va frapper le centre du pays mercredi avant de frapper la côte est jeudi...

Et le temps était encore plus mauvais : Une autre tempête hivernale avec de la neige et de la glace était prévue pour frapper certaines parties du Sud et du Midwest mercredi avant de frapper le Mid-Atlantique et le Nord-Est jeudi.

En tout, à la fin de la journée de mardi, 115 millions d'Américains étaient sur la trajectoire de la prochaine tempête, du Texas au Massachusetts, selon le service météo.

Pendant ce temps, Bill Gates essaie de nous convaincre que le "réchauffement climatique" est un problème tel que nous devons tous commencer à manger du "bœuf 100% synthétique" à partir de maintenant...

Le cofondateur de Microsoft, Bill Gates, a déclaré dans une nouvelle interview que tous les pays riches devraient passer à un bœuf 100% synthétique afin de réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre qui sont à l'origine du changement climatique.

Dans une interview publiée dimanche par MIT Technology Review, M. Gates, qui est maintenant coprésident de la Fondation Bill et Melinda Gates et président du fonds d'investissement Breakthrough Energy Ventures, a déclaré que le passage des États-Unis à des viandes d'origine végétale comme celles vendues par Impossible Foods et Beyond Meat sera "nécessaire" pour sauver la planète.

Nous vivons une époque de folie.

Quelle que soit la partie des États-Unis où vous vivez, vous ne pouvez pas vous contenter de compter sur le réseau pour chauffer votre maison.

Quelle que soit la partie des États-Unis où vous vivez, vous ne pouvez pas vous contenter de compter sur le réseau pour chauffer votre maison.

En ce moment, des millions de Texans qui pensaient que le réseau serait toujours là pour eux frissonnent littéralement à l'intérieur de leur propre maison.

Vous devez toujours avoir un deuxième moyen de chauffer votre maison en cas d'urgence majeure. Bien sûr, ceux qui ont suivi mes conseils au fil des ans étaient déjà préparés à cela.

Ces records de froid disparaîtront dans quelques jours, et les conditions météorologiques se stabiliseront bientôt.

Mais n'oublions pas les leçons que cette crise nous apprend, car les défis qui nous attendent seront bien plus difficiles.

En ce moment, ABC News affirme que cette vague de froid a transformé le Texas en "toundra", et en Louisiane, les gens utilisent un aéroglisseur pour contourner les rues enneigées.

Ce n'est pas normal, et nous allons voir beaucoup plus de choses folles se produire dans les mois et les années à venir.

Je vous encourage à vous préparer à toute l'étrangeté qui se présente à nous, car comme nous l'avons vu, le système n'est pas aussi stable que la plupart des gens le pensaient.

▲ RETOUR ▲

L'ARGENT, LES INTÉRÊTS ET LE CYCLE ÉCONOMIQUE

Ludwig von Mises 02/17/2021 Mises.org



[Cet essai est une sélection de la conférence 7 dans Marxisme sans masque : De l'illusion à la destruction].

Les banques accordent très souvent des crédits pour des raisons politiques. Un vieux dicton dit que si les prix augmentent, si les affaires sont florissantes, le parti au pouvoir a plus de chances de réussir une campagne électorale qu'il ne le ferait autrement. Ainsi, la décision d'étendre le crédit est très souvent influencée par le gouvernement qui veut avoir de la "prospérité". Par conséquent, les gouvernements du monde entier sont favorables à une telle politique d'expansion du crédit.

Sur le marché, l'expansion du crédit donne l'impression qu'il y a plus de capital et d'épargne disponibles qu'en réalité, et que des projets qui hier n'étaient pas pratiques en raison du taux d'intérêt plus élevé sont aujourd'hui réalisables parce que les conditions ont changé. Les hommes d'affaires supposent que le taux d'intérêt plus bas signale la disponibilité de biens d'équipement suffisants. Cela signifie que l'expansion du crédit falsifie les calculs économiques de l'homme d'affaires ; elle lui donne l'impression, ainsi qu'à la nation et au monde, qu'il y a plus de biens d'équipement qu'il n'y en a réellement. Par l'expansion du crédit, vous pouvez augmenter le concept comptable de "capital" ; ce que vous ne pouvez pas faire, c'est créer plus de biens d'équipement réels. Comme la production est nécessairement toujours limitée par la quantité de biens d'équipement disponibles, l'expansion du crédit a pour résultat de faire croire aux hommes d'affaires que des projets sont réalisables, mais qu'ils ne peuvent pas être exécutés en raison de la pénurie actuelle de biens d'équipement. Ainsi, l'expansion du crédit trompe les hommes d'affaires, entraîne une distorsion de la production et provoque un "malinvestissement" économique. Lorsque l'expansion du crédit amène les hommes d'affaires à entreprendre de tels projets, le résultat est appelé "boom".

Nous ne devons pas oublier que tout au long des XIXe et XXe siècles, il y a toujours eu une obsession, malheureusement pas contre l'expansion du crédit, mais au moins contre le fait de donner au gouvernement trop de pouvoir en matière d'expansion du crédit. L'objectif principal était de limiter l'influence du gouvernement vis-à-vis des banques centrales.

Au cours de l'histoire, les gouvernements ont utilisé les banques centrales à maintes reprises pour emprunter de l'argent. Le gouvernement peut emprunter de l'argent au public. Par exemple, une personne qui a économisé cent dollars peut les conserver sous forme de dollars ou les investir. Mais au lieu de faire l'une ou l'autre de ces choses, il peut acheter une nouvelle obligation d'État ; cet achat ne change pas la quantité d'argent existante ; l'argent qu'il paie pour l'obligation passe de ses mains à celles du gouvernement. Mais si le gouvernement se rend à la banque centrale pour emprunter l'argent, la banque peut acheter des obligations d'État et prêter de l'argent au gouvernement simplement en développant le crédit, créant ainsi de l'argent frais. Les gouvernements ont beaucoup de bonnes idées quant à la manière de procéder à ces emprunts.

Il y a toujours eu une lutte entre les parlements et l'exécutif concernant l'influence du gouvernement sur les banques centrales. La plupart des législatures européennes ont dit très clairement que leurs banques centrales doivent être séparées du gouvernement, qu'elles doivent être indépendantes. Et dans ce pays, vous savez qu'il y a un conflit permanent entre le Conseil de la Réserve fédérale et le Trésor américain. C'est une situation naturelle causée par les lois économiques et la législation du gouvernement. Certains gouvernements ont trouvé très facile d'enfreindre la législation sans enfreindre la lettre de la loi. Le gouvernement allemand, par exemple, a emprunté au public pendant la première guerre mondiale parce que la Reichsbank avait promis de lui accorder des prêts. Les particuliers qui achetaient des obligations d'État allemandes ne devaient payer que 17 % du montant de l'obligation, et ces 17 % leur donnaient un rendement de 6 ou 7 %. Ainsi, 83 % du prix de l'obligation était fourni par la banque. Cela signifie que lorsque le gouvernement emprunte au public, il emprunte en fait indirectement à la Reichsbank allemande. Le résultat a été qu'en Allemagne, le dollar américain est passé de 4,20 marks avant la Première Guerre mondiale à 4,2 milliards de marks à la fin de 1923.1

Il y a toujours eu une résistance à l'octroi du pouvoir aux banques centrales, mais au cours des dernières décennies, cette résistance a été dans l'ensemble complètement vaincue dans tous les pays du monde. Le gouvernement américain a utilisé le pouvoir de la banque centrale, la Réserve fédérale, pour emprunter auprès

d'elle afin d'obtenir une partie considérable de l'argent dont il a besoin pour financer ses dépenses. Les conséquences ont été l'inflation et une tendance à la hausse des prix et des salaires.

Il ne fait aucun doute que l'expansion du crédit entraîne une baisse du taux d'intérêt. Pourquoi alors cela ne signifie-t-il pas que le taux d'intérêt peut toujours rester bas et que les intérêts pourraient vraiment disparaître complètement ? S'il est vrai que le taux d'intérêt n'est pas un phénomène monétaire mais un phénomène général du marché, qui reflète le fait que les biens futurs sont échangés à un prix inférieur à celui des biens actuels, nous devons nous demander : "Quelle est la nature du processus qui, après la baisse initiale du taux d'intérêt due à l'expansion du crédit, entraîne finalement, étape par étape, un retour du taux d'intérêt à un niveau qui reflète les conditions du marché et la situation générale ? Autrement dit, si le taux d'intérêt est une catégorie générale de l'action humaine, et si pourtant une offre accrue d'argent et de crédit bancaire peut entraîner une baisse temporaire du taux d'intérêt, comment le taux d'intérêt revient-il une fois de plus au taux qui reflète l'escompte des biens futurs par rapport aux biens actuels ?

En répondant à cette question, nous répondons également à une question qui occupe les gens depuis des décennies, voire des siècles dans certains pays qui ont eu des banques centrales et un système d'expansion du crédit. C'est le problème du cycle commercial - le retour régulier des périodes de dépression économique. En Grande-Bretagne à partir de la fin du XVIIIe siècle, et plus tard dans les pays du monde qui sont entrés progressivement dans le système du capitalisme moderne et des méthodes bancaires modernes, nous avons pu observer de temps en temps une occurrence presque régulière d'événements, c'est-à-dire l'apparition de périodes de dépression économique, de crises économiques. Nous ne parlons pas de crises économiques provoquées par un événement évident qui permet d'expliquer l'émergence de cette crise. Par exemple, au début des années 1860, la guerre civile américaine a rendu impossible l'expédition de coton des États-Unis vers l'Europe ; et les États du Sud des États-Unis étaient à l'époque les seuls fournisseurs de coton à l'Europe. Une très grave crise économique a commencé dans les industries du coton en Europe et, par conséquent, d'autres industries ont également souffert. Mais tout le monde s'est rendu compte de la cause de cette crise : la guerre civile américaine et l'arrêt des expéditions de coton vers l'Europe. Nous ne traitons pas de telles crises en raison d'une situation bien identifiable. Nous traitons une véritable crise dans toutes les branches d'activité - même si elle est parfois pire dans certaines branches que dans d'autres - une crise pour laquelle les gens ne voient aucune raison particulière.

Dès le début du XIXe siècle, les gens ont commencé à considérer ces crises périodiques comme l'un des problèmes les plus importants de la recherche économique. Dans les années 1830 et 1840, les économistes britanniques ont répondu à cette question en disant : "Ce que nous devons étudier, ce n'est pas la dépression économique. Cette dépression est toujours la conséquence d'un boom précédent. Nous devons nous demander non pas "Quelle est la cause de la crise", mais "Quelle est la cause du boom précédent" et nous devons nous demander pourquoi l'évolution incontestable et certaine des conditions économiques qui a lieu dans tous les pays où règne le capitalisme ne se poursuit pas de manière constante vers le haut, mais suit un mouvement de vague, un mouvement dans lequel il y a des périodes de boom répétées qui sont toujours suivies de périodes de dépression". De cette façon, le problème de la crise s'est transformé en problème du cycle commercial. Et pour le problème du cycle commercial, de nombreuses explications plus ou moins erronées ont été avancées.

Je n'en citerai qu'une. Il s'agit de la doctrine d'un économiste par ailleurs célèbre, William Stanley Jevons [1835-82]. Sa doctrine a acquis une certaine notoriété. Il attribuait les crises économiques aux taches solaires. Il disait que les taches solaires provoquent de mauvaises récoltes, et que cela signifie de mauvaises affaires. Si c'était le cas, pourquoi les entreprises ne se sont-elles pas adaptées à ce phénomène naturel comme elles ont appris à s'adapter à d'autres phénomènes naturels ?

S'il y a une expansion du crédit, elle doit nécessairement faire baisser le taux d'intérêt. Si les banques doivent trouver des emprunteurs pour des crédits supplémentaires, elles doivent abaisser le taux d'intérêt ou diminuer les qualifications de crédit des emprunteurs potentiels. Comme tous ceux qui voulaient des prêts au taux d'intérêt précédent les ont obtenus, les banques doivent soit proposer des prêts à un taux d'intérêt plus bas, soit

inclure dans la catégorie des entreprises auxquelles des prêts sont accordés au taux précédent des entreprises moins prometteuses, des personnes ayant une qualité de crédit inférieure.

Lorsque les individus consomment moins qu'ils ne produisent, le surplus de production est mis de côté sous forme d'épargne. Ainsi, lorsque l'argent distribué sous forme de prêts provient des épargnants, il représente des biens réels qui sont disponibles pour une production ultérieure. Mais lorsque les prêts sont accordés par expansion du crédit, les hommes d'affaires sont induits en erreur ; il n'y a pas de biens derrière eux, seulement des crédits nouvellement créés. Cela conduit à une falsification du calcul économique. L'expansion du crédit entraîne une falsification systématique - elle donne à l'entrepreneur individuel l'impression qu'un projet qui ne pouvait pas être exécuté hier parce qu'il n'y avait pas assez de biens d'équipement, peut maintenant être exécuté en raison de l'expansion du crédit. Il en résulte une intensification de l'activité des entreprises, ce qui signifie que des prix plus élevés sont proposés pour les facteurs de production. Mais il n'y a pas eu d'augmentation de la quantité de biens d'équipement. Par conséquent, l'intensification de l'activité commerciale signifie un boom artificiel. Les producteurs de facteurs de production sont heureux lorsqu'ils constatent que les prix qu'ils obtiennent sont plus élevés qu'ils ne l'étaient hier. Mais cela ne peut pas durer éternellement, car il n'y a plus de facteurs de production matériels. Les prix de ces facteurs de production augmentent de plus en plus à mesure que les emprunteurs du nouveau crédit entrent en concurrence et font monter leurs prix. Alors, finalement, deux alternatives sont possibles.

Les entreprises demandent de plus en plus de crédit. Soit (1) les banques répondent à cette demande en créant de plus en plus de crédits (ce qui s'est produit en Allemagne en 1923, lorsque cela a entraîné une rupture totale de la monnaie). Soit (2) un jour, parce qu'elles se rendent compte pour une raison ou une autre qu'elles doivent arrêter l'expansion du crédit, les banques cessent effectivement de créer de nouveaux crédits à prêter. Les entreprises qui se sont développées ne peuvent alors plus obtenir de crédit pour payer les facteurs de production nécessaires à la réalisation des projets d'investissement qu'elles ont déjà engagés. Parce qu'elles ne peuvent pas payer leurs factures, elles vendent leurs stocks à bas prix. Puis vient la panique, la panne. Et la dépression commence.

En raison de l'expansion du crédit, l'ensemble du système économique du pays ou du monde se trouve dans la situation d'un homme qui dispose d'un stock limité de matériaux de construction et qui veut construire une maison. Mais étant pauvre en calculs technologiques, il fait des erreurs. Il pense qu'il peut construire une maison plus grande que ce qu'il peut réellement construire avec ses matériaux de construction limités. Il commence donc par construire des fondations trop grandes. Ce n'est que plus tard qu'il découvre qu'il a fait une erreur et qu'il ne peut pas terminer la maison comme il l'avait prévu. Il doit alors soit abandonner l'ensemble du projet, soit utiliser les matériaux encore disponibles pour construire une maison plus petite, en laissant une partie des fondations inutilisées. C'est la situation dans laquelle se trouve un pays ou le monde à la fin d'une crise provoquée par l'expansion du crédit. En raison de la facilité du crédit, les hommes d'affaires font des erreurs dans leurs calculs économiques et se retrouvent avec des plans trop ambitieux qui ne peuvent être réalisés en raison de l'insuffisance des facteurs de production.

Dans chaque période de boom qui précède une crise, en Grande-Bretagne puis dans d'autres parties du monde, en fait dans tous les pays du monde qui ont connu une expansion du crédit, on trouve toujours des gens qui ont dit : "Ce n'est pas un boom qui sera suivi d'une crise ; seuls les gens qui ne savent pas ce qui se passe peuvent dire une telle chose. C'est la prospérité finale, une prospérité éternelle. Nous n'aurons plus jamais une telle crise". Plus les gens croient à ce slogan de prospérité éternelle, plus ils sont désespérés lorsqu'ils découvrent que la prospérité "éternelle" ne dure pas éternellement.

Une chose qui a aggravé les choses après 1929, par rapport aux périodes de dépression précédentes, c'est que les syndicats américains étaient vraiment très puissants et qu'ils ne toléraient pas que la crise produise les résultats qui étaient la conséquence des crises précédentes dans ce pays et dans d'autres pays - c'est-à-dire qu'ils ne toléraient pas une baisse considérable des taux de rémunération monétaire. Dans certaines branches d'activité, les salaires monétaires ont légèrement baissé. Mais dans l'ensemble, les syndicats ont réussi à maintenir les taux

de salaire qui avaient été artificiellement développés pendant le boom. Par conséquent, le nombre de chômeurs restait considérable et le chômage se prolongea pendant très longtemps. D'autre part, les travailleurs qui n'ont pas perdu leur emploi ont bénéficié d'une situation dans laquelle leurs salaires n'ont pas baissé dans la même mesure que les prix des matières premières. Les conditions de vie de certains groupes de travailleurs se sont même améliorées².

C'est cette même situation qui a conduit aux conditions en Angleterre dans la dernière partie des années 1920, qui ont joué un rôle important dans la mise en place des doctrines de Lord Keynes et des idées d'expansion du crédit qui ont été pratiquées ces dernières années. Le gouvernement britannique a commis une très grave erreur dans les années 1920. Il était nécessaire pour la Grande-Bretagne de stabiliser la monnaie. Mais elle ne s'est pas contentée de stabiliser. En 1925, ils sont revenus à la valeur de l'or d'avant-guerre de la livre. Cela signifie que la livre était plus lourde par la suite et qu'elle avait un pouvoir d'achat plus important que la livre, disons, de 1920. Un pays comme la Grande-Bretagne, qui importe des matières premières et des denrées alimentaires et exporte des produits manufacturés, n'aurait pas dû rendre la livre plus chère. Comme l'a dit Hitler, "Ils doivent soit exporter, soit mourir de faim". Dans un tel pays, où les syndicats ne tolèrent pas de baisse des salaires, cela signifie que les coûts en livres de fabrication des produits britanniques sont augmentés par rapport aux coûts de production des pays qui n'ont pas fait un retour similaire à l'étalon-or. Avec des coûts plus élevés, il faut demander des prix plus élevés pour rester en affaires. Vous pouvez donc vendre moins d'unités et devez réduire la production. Par conséquent, le chômage a augmenté, et il y a eu un chômage de masse permanent.

Comme il était impossible de traiter avec les syndicats concernant ce problème, le gouvernement a procédé en 1931 à une dévaluation de la livre beaucoup plus importante que celle de 1925, afin, disaient-ils, d'encourager le commerce d'exportation. D'autres pays ont fait de même. La Tchécoslovaquie l'a fait à deux reprises. Les États-Unis ont suivi en 1933. Les pays du standard français (France, Suisse) ont suivi en 1936. Je mentionne cela parce qu'il faut comprendre pourquoi la crise de 1929 - il s'agissait simplement d'une crise d'expansion du crédit - a eu des conséquences beaucoup plus longues et plus graves que les crises des périodes précédentes. Bien sûr, disent les Marxistes, chaque crise doit être de plus en plus grave ; les Russes, disent-ils, n'ont pas de cycle commercial. Bien sûr que les Russes n'en ont pas ; ils sont tout le temps en dépression.

Nous devons réaliser l'importance "psychologique" énorme, l'importance énorme du fait que dans l'histoire des XIXe et XXe siècles, l'expansion du crédit a été limitée. Néanmoins, l'opinion générale des hommes d'affaires, des économistes, des hommes d'État et du peuple était que l'expansion du crédit bancaire était nécessaire, que le taux d'intérêt était un obstacle à la prospérité et qu'une politique d'"argent facile" était une bonne politique à mener. Tout le monde, les hommes d'affaires comme les économistes, considéraient que l'expansion du crédit était nécessaire et ils se mettaient très en colère si quelqu'un essayait de dire qu'elle pouvait avoir des inconvénients. À la fin du XIXe siècle, il était considéré comme pratiquement indécent de soutenir la British Currency School, qui était opposée à l'expansion du crédit.

Lorsque j'ai commencé à étudier la théorie de l'argent et du crédit, je n'ai trouvé dans le monde entier de la littérature qu'un seul auteur vivant, un économiste suédois, Knut Wicksell [1851-1926], qui voyait vraiment les problèmes de l'expansion du crédit.³ L'idée prévaut encore aujourd'hui que nous ne pouvons pas nous passer de l'expansion du crédit. Il sera impossible, sans une lutte très sérieuse qui doit vraiment être menée, de vaincre toutes ces forces idéologiques qui opèrent en faveur de l'expansion du crédit. La plupart des gens, bien sûr, ne pensent pas à l'expansion du crédit. Mais les gouvernements ont une idée très claire à ce sujet - ils disent : "Nous ne pouvons pas nous en passer".

L'expansion du crédit est fondamentalement un problème de droits civils. Le gouvernement représentatif est basé sur le principe que les citoyens ne doivent payer au gouvernement que les impôts qui ont été légalement promulgués de manière constitutionnelle : "Pas d'imposition sans représentation." Cependant, les gouvernements estiment qu'ils ne peuvent pas demander à leurs citoyens de payer autant d'impôts que nécessaire pour couvrir l'ensemble des dépenses publiques. Lorsque les gouvernements ne peuvent pas couvrir leurs dépenses par des taxes légalement promulguées, ils empruntent auprès des banques commerciales et

développent ainsi le crédit. Par conséquent, le gouvernement représentatif peut en fait être l'instigateur de l'expansion du crédit et de l'inflation.

Si l'institution de l'expansion du crédit et d'autres types d'inflation gouvernementale avait été inventée au XVIIIe siècle, l'histoire de la lutte des Stuarts avec le Parlement britannique aurait été très différente. Charles Ier [1600-49] n'aurait eu aucun problème pour obtenir l'argent dont il avait besoin s'il avait simplement pu ordonner à la Banque d'Angleterre, qui n'existait pas à son époque, de lui accorder un crédit. Il aurait alors été en mesure d'organiser une armée du roi et de vaincre le Parlement. Ce n'est là qu'un aspect.

Le deuxième aspect - je ne crois pas que ce pays puisse supporter psychologiquement la répétition d'une crise comme celle de 1929. Et la seule façon d'éviter une telle crise est d'empêcher le boom. Nous sommes déjà très avancés dans ce boom, mais nous pourrions encore l'arrêter à temps. Mais le danger est grand. Alors que les biens d'équipement sont limités en quantité et sont rares, ce qui limiterait les projets qui peuvent être exécutés et ferait paraître de nombreux projets impossibles pour le moment, l'expansion du crédit peut se cacher par l'illusion d'une augmentation du capital comptabilisée en dollars. L'expansion du crédit crée l'illusion d'un capital disponible, alors qu'en fait il n'y en a pas.

Le problème fondamental du XIXe siècle était que les gens ne se rendaient pas compte de ces choses. En conséquence, le capitalisme était très discrédité, car les gens croyaient que l'apparition presque périodique de dépressions était un phénomène du capitalisme. Marx et ses partisans s'attendaient à ce que les dépressions s'aggravent progressivement, et Staline le dit encore ouvertement chaque jour : "Nous n'avons qu'à attendre. Il y aura une très grave crise dans les pays capitalistes". Si nous voulons contrecarrer ces plans, nous devons réaliser que des politiques de crédit saines reconnaissent le fait qu'il y a une pénurie de biens d'équipement, que le capital ne peut pas simplement être augmenté par l'expansion du crédit. Nos hommes d'affaires et nos hommes politiques doivent en prendre conscience.

NOTES :

1. [Voir Ludwig von Mises, "Business Under German Inflation", The Freeman, novembre 2003].
2. (Voir Ludwig von Mises, "The Causes of the Economic Crisis" (1931) dans Percy L. Greaves, Jr, On the Manipulation of Money and Credit : Essays of Ludwig von Mises (Dobbs Ferry, N.Y. : Free Market Books, 1978), pp. 173-203, en particulier pp. 186-92.-Ed.)
3. [Knut Wicksell, Interest and Prices (New York : Macmillan, [1898] 1936).-Ed.]

Ludwig von Mises était le chef de file reconnu de l'école autrichienne de pensée économique, un initiateur prodigieux en matière de théorie économique et un auteur prolifique. Les écrits et les conférences de Mises englobaient la théorie économique, l'histoire, l'épistémologie, le gouvernement et la philosophie politique. Ses contributions à la théorie économique comprennent d'importantes clarifications sur la théorie de la quantité de monnaie, la théorie du cycle commercial, l'intégration de la théorie monétaire à la théorie économique en général, et une démonstration que le socialisme doit échouer parce qu'il ne peut pas résoudre le problème du calcul économique. Mises a été le premier chercheur à reconnaître que l'économie fait partie d'une science plus large dans l'action humaine, une science qu'il a appelée praxéologie.

▲ RETOUR ▲

Des taux inférieurs à zéro aux États-Unis et au Royaume-Uni

Daniel Lacalle 17/02/2021 Mises.org



MISES WIRE



Les taux négatifs sont la destruction de l'argent, une aberration économique basée sur les erreurs de nombreuses banques centrales et de certains de leurs économistes, qui partent tous d'un mauvais diagnostic : l'idée que les agents économiques ne prennent pas plus de crédit ou n'investissent pas plus parce qu'ils choisissent d'épargner trop et que, par conséquent, l'épargne doit être pénalisée pour stimuler l'économie. Excusez la franchise, mais c'est une idée ridicule.

L'inflation et la croissance ne sont pas faibles en raison d'un excès d'épargne, mais en raison d'un excès d'endettement, qui perpétue la surcapacité avec des taux bas et une liquidité élevée et qui zombie l'économie en subventionnant les secteurs peu productifs et très endettés et en pénalisant la productivité élevée avec une fiscalité croissante et confiscatoire.

Les preuves historiques de taux négatifs montrent qu'ils ne contribuent pas à réduire la dette, mais qu'ils l'encouragent. Ils ne renforcent pas la capacité de crédit des familles : les prix des actifs non reproductibles (immobilier, etc.) montent en flèche en raison de l'excès monétaire et parce que le coût plus faible de la dette ne compense pas le risque plus élevé.

La croissance des investissements et du crédit n'est pas freinée parce que les agents économiques sont ignorants ou épargnent trop, mais parce qu'ils ne sont pas amnésiques. Les familles et les entreprises sont plus prudentes dans leurs décisions d'investissement et de dépenses, parce qu'elles perçoivent, à juste titre, que la réalité de l'économie qu'elles voient chaque jour ne correspond pas au coût et à la quantité d'argent.

Il est tout à fait faux de penser que les familles et les entreprises n'investissent pas ou ne dépensent pas. Elles ne font que dépenser moins que ce que les planificateurs centraux voudraient. Toutefois, il ne s'agit pas d'une erreur du côté du secteur privé, mais d'un cas typique d'estimation erronée des planificateurs centraux, qui provient de l'utilisation de la période 2001-2007 comme "cas de base" de la demande d'investissement et de crédit au lieu de ce que ces années étaient réellement : une bulle.

L'argument des planificateurs centraux repose sur une incohérence : les taux sont négatifs parce que les marchés les demandent, et non parce qu'ils sont imposés par la banque centrale. Si c'est le cas et que le résultat est le même, pourquoi ne laissent-ils pas les taux flotter librement ? Parce que c'est faux.

Pensez un instant à quel type d'investissement, d'entreprise ou de décision financière est rentable avec des taux de -0,5 %, mais non viable avec des taux de 1 %. Une bombe à retardement. Il n'est pas surprenant que les investissements dans les secteurs sujets aux bulles augmentent avec des taux négatifs et que les actifs financiers et non reproductibles montent en flèche.

Au lieu de renforcer les économies, les taux négatifs rendent les gouvernements plus dépendants d'une dette bon marché. La dette publique se négocie à des taux artificiellement bas, et les politiciens abandonnent toute impulsion réformatrice, préférant accumuler plus de dettes.

La répression financière des banques centrales commence par un diagnostic erroné en supposant que la faible croissance et l'inflation inférieure aux objectifs sont un problème de demande et non d'excès antérieurs, et finit

par perpétuer les bulles qu'elle cherchait à résoudre.

La politique de type négatif ne peut être défendue que par des personnes qui n'ont jamais investi ou créé d'emploi, car personne ayant travaillé dans l'économie réelle ne peut croire que la répression financière amènera les agents économiques à prendre beaucoup plus de crédit et à renforcer l'économie.

Les taux négatifs sont un énorme transfert de richesse des épargnants et des salaires réels vers le gouvernement et les endettés. Une taxe sur la prudence. La destruction de la perception du risque qui profite toujours aux plus téméraires. C'est un renflouement des inefficaces.

Les banques centrales ignorent les effets de la démographie, de la technologie et de la concurrence sur l'inflation et la croissance de la consommation, du crédit et de l'investissement, et avec les mauvaises politiques, elles génèrent de nouvelles bulles qui deviennent plus dangereuses que les précédentes. La prochaine bulle augmentera à nouveau les déséquilibres budgétaires des pays. Pire encore, lorsque les banques centrales se présentent comme les agents qui inverseront l'effet de la technologie et de la démographie, elles créent un risque et une bulle plus importants.

Lorsque cela se produit, il devient nécessaire de protéger son épargne avec de l'or, de l'argent, des instruments liés à l'inflation et des actions dans des secteurs qui ne souffrent pas de taux négatifs.

Daniel Lacalle, PhD, économiste et gestionnaire de fonds, est l'auteur des livres à succès Liberté ou égalité (2020), Échapper au piège de la banque centrale (2017), Le monde de l'énergie est plat (2015) et La vie sur les marchés financiers (2014). Il est professeur d'économie mondiale à l'école de commerce IE à Madrid.

▲ RETOUR ▲

« Faillites. La protection des salariés remise en cause !!! »

par [Charles Sannat](#) | 18 Fév 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

En ces temps d'inquiétudes et de difficultés économiques il est raisonnable de scruter les évolutions législatives et d'essayer d'estimer leur impact sur nos vies quotidiennes.

Alors que le dispositif de chômage partiel devrait être revu à la baisse, alors que l'indemnisation du chômage en général fait elle aussi l'objet de remises en cause profondes, c'est au tour de la « garantie » non pas des dépôts mais des salaires en cas de faillite d'une entreprise de susciter l'inquiétude des salariés, des syndicats et de ceux qui suivent la chose publique avec intérêt.

La protection des salariés en cas de faillite pas menacée, assurent les administrateurs judiciaires

Voici ce que dit cet article du Figaro.
Je cite.

« La protection des salariés en cas de faillite n'est pas menacée par le projet d'ordonnance du gouvernement sur la restructuration des entreprises, a estimé mercredi Christophe Brasse, le président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires Judiciaires (CNAJMJ).

Ce texte, qui vise à transposer la directive européenne « restructuration et insolvabilité », « ne touche en rien le droit des salariés » et « garantit le super-privilege dont ils bénéficient », a affirmé Christophe Basse dans un entretien à l'AFP. Il « clarifie » seulement un « ordre de répartition des créances extrêmement complexe » actuellement dans le droit français, a-t-il justifié, réfutant ainsi les critiques du Medef de la CFDT et de FO.

Ces organisations ont en effet dénoncé un projet qui menacerait à terme le système actuel de paiement des salaires lors des procédures collectives. Lors d'une telle procédure, le paiement des salaires d'une entreprise insolvable est assuré par le régime de garantie des salaires, l'AGS, géré par les organisations patronales.

Ses ressources financières proviennent d'une part de cotisations des entreprises, et d'autre part des sommes récupérées à l'issue des procédures par la réalisation des actifs des sociétés en liquidation, c'est-à-dire leur cession.

Dans le cadre de cette réalisation, le projet d'ordonnance classe explicitement le remboursement des avances de salaires à l'AGS après le versement des honoraires des administrateurs et mandataires judiciaires. « On est très demandeurs que le super-privilege de l'AGS ne soit pas rétrogradé », a déclaré vendredi à l'AFP le président délégué du Medef Patrick Martin, mettant en avant le risque sur l'équilibre financier du régime, et à terme sur sa survie« .

« Il n'est pas nouveau que les administrateurs et mandataires judiciaires se payent avant l'AGS »

C'est vrai.

En réalité les administrateurs et mandataires judiciaires se payent les premiers sur les restes fumants de la bête entreprise en faillite. C'est déjà le cas, et cela ne change pas dans la nouvelle loi.

Ce qui change serait la place d'autres créanciers et le fonds de garantie des salaires serait rétrogradé de plusieurs places.

Cela veut dire qu'à terme, le risque serait effectivement de voir le fonds privé d'une partie importante de ses ressources.

Cela ne veut pas dire que les salaires ne seraient plus payés en cas de faillite.

Cela veut dire que la « solvabilité » du fonds serait remise en cause.

Dans une telle hypothèse, il y aurait plusieurs solutions.

La première, parce que nous sommes en France, et la plus simple, serait de créer un nouvel impôt, une nouvelle taxe, ou une nouvelle contribution de 0,x % du montant des salaires pour abonder le fonds. Vous voyez l'idée.

La deuxième hypothèse, c'est de privatiser entièrement le système. Soit vous cotisez à un fonds de garantie des salaires, soit pas... Ce serait un beau marché bien juteux.

La troisième hypothèse serait de nationaliser ce fonds de garantie des salaires et de le transférer à la collectivité nationale. Peu crédible alors que l'on va chercher à tout prix à réduire la dépense publique.

Enfin la quatrième hypothèse est que les salaires ne seraient plus payés ou que dans la limite des disponibilités du fonds, donc partiellement.

Comme nous sommes en France, et qu'aucun problème ne puisse être réglé par la création d'un nouvel impôt je pense que l'on peut s'attendre rapidement à voir émerger une nouvelle contribution sur nos salaires.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.Draghi il faut « reconstruire » l'Italie !



Draghi est devenu le nouveau Premier Ministre italien, et cette nomination ne doit rien au hasard. Jamais l'Italie n'a connu un gouvernement de coalition aussi large.

Il faut dire que l'Italie est en faillite et qu'aucun parti politique ne veut réellement diriger.

Ils vont tous passer leur tour et laisser à Draghi le soin de gérer les années difficiles qui s'annoncent. Officiellement Draghi veut « reconstruire » l'Italie mise à genoux par la pandémie

« Comme les gouvernements de l'immédiat après-guerre, nous avons la responsabilité de lancer une Nouvelle Reconstruction », a-t-il affirmé lors de la présentation de son programme au Parlement. « C'est cela notre mission en tant qu'Italiens: laisser un pays meilleur et plus juste à nos enfants et petits-enfants », a-t-il ajouté

Snif, c'est tellement beau.

Pour nos enfants.

Pour nos petits-enfants.

Ouin-Ouin, j'en ai encore les larmes aux yeux.

« L'ex-président de la Banque centrale européenne (BCE) a aussi plaidé pour une « Union européenne plus intégrée qui aboutira à un budget public commun, capable de soutenir les Etats-membres durant les périodes de récession », tout en proclamant « l'irréversibilité du choix de l'euro ».

Comprenez mutualisation des dettes, et messieurs les Allemands venez payer un peu parce que si l'euro n'était pas irréversible, cela coûterait aussi très cher à l'Allemagne (ce qui n'est pas faux vu que les pays de l'Union Européenne font tourner les usines germaniques).

« Nous aurons à notre disposition environ 210 milliards d'euros sur une période de six ans. Ces ressources devront être dépensées pour améliorer le potentiel de croissance de notre économie », a souligné au cours de son discours de trois quarts d'heure M. Draghi, qui a cité comme priorités « les énergies renouvelables, la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau, le train à grande vitesse (...), la production et distribution d'hydrogène, la numérisation et la 5G ».

Haaaa... l'icoulogie et la « croissance » verte !

Snif, Snif, c'est encore tellement beau.

C'est vrai ça... la croissance verte, plus c'est vert plus l'énergie coûte chère et plus cela ponctionne en réalité des sommes astronomiques sur le PIB.

Croissance et vert, en réalité cela ne va pas ensemble, mais c'est une escroquerie qu'il est interdit de dénoncer sous peine d'excommunication cathodique, ce qui est déjà le cas de votre aimable serviteur.

Draghi va donc faire globalement l'inverse de ce qu'il vient de dire, pour la simple et bonne raison qu'il vient de rédiger un rapport où il explique par le menu détail la cure d'austérité qu'il va falloir imposer pour pouvoir payer des dettes monstrueuses.

Charles SANNAT

.Non, être fiché par l'Etat ou par une société privée ce n'est pas la même chose du tout !



L'un des principaux arguments face au fichage systématique souhaité par les services de l'État consiste à dire que nous acceptons bien volontairement d'être fiché aussi bien par les GAFA et les réseaux sociaux qui savent plein de choses sur nous, que par les cartes de fidélité des grandes surfaces par exemple.

C'est vrai.

Mais il y a une différence majeure.

Facebook, ou Twitter, même s'ils peuvent vous couper la chique virtuelle et supprimer vos comptes, n'ont pas de pouvoir de police contre vous.

Ils ne peuvent ni perquisitionner votre domicile, ni vous envoyer devant un juge, ni procéder à votre arrestation ou à votre embastillement.

C'est parce que l'État a l'exercice de la force dite « légitime » (notion à laquelle je n'adhère pas et à laquelle je préfère l'idée de violence indispensable pour mettre fin à des agissements encore plus dangereux), que l'on doit encadrer avec une grande précision ses capacités à fichier, à surveiller.

Voici ce que nous dit le dernier article consacré à ce sujet du site Euractiv.fr

Le « nécessaire état des lieux » du fichage en France

« Le dernier rapport parlementaire publié à ce sujet dénombrait 106 fichiers en France

Alors que les questions de protection de la vie privée reviennent sur le devant de la scène en France, avec notamment la proposition de loi relative à la sécurité globale, le Sénat a discuté du sujet la semaine dernière en proposant une séance portant sur le « nécessaire état des lieux des fichiers dans notre pays ».

Sommes-nous trop fichés en France ? La question a été abordée la semaine dernière (10 février) en séance par les sénateurs, faisant écho aux inquiétudes d'organisations et alors que plusieurs précédents ces derniers mois laissent penser que le contexte sécuritaire prendrait le pas sur le contexte sanitaire.

Le fichage de la population consiste à recueillir, et parfois conserver, des renseignements sur les individus avec un objectif d'identification, administratif ou de surveillance.

En 2018, un rapport parlementaire faisait état de 106 fichiers en France — contre 58 en 2009 — mis à disposition aux services administratifs et de police/gendarmerie. Si la multiplication des fichiers est parfois justifiée par le cloisonnement nécessaire entre eux, Bastien Le Querrec de la Quadrature du Net souligne auprès d'EURACTIV France que « le fait qu'il y ait beaucoup de fichiers ne veut pas dire qu'ils sont petits ».

Mercredi dernier, la sénatrice du groupe communiste républicain citoyen et écologiste Eliane Assassi, à l'origine de la discussion, s'était inquiétée face à la « multiplication » et la « massification » des fichiers en France, qu'elle considère comme des « outils de déshumanisation ».

Si la question est parvenue jusqu'au Sénat, c'est qu'elle n'est pas sans lien avec l'actualité et prend racine dans des précédents récents que certains jugent inquiétants.

Le 2 décembre dernier, trois décrets gouvernementaux (à retrouver ici, ici et là) ont davantage élargi les principaux fichiers de renseignement des services de police et de gendarmerie (« Prévention des atteintes à la sécurité publique », « Gestion de l'information et prévention des atteintes à la sécurité publique » et « Enquêtes administratives liées à la sécurité publique »).

En plus d'étoffer les informations susceptibles de pouvoir être renseignées sur ces fichiers, la collecte de données est désormais autorisée quant il s'agit des « opinions politiques, des convictions philosophiques, religieuses ou une appartenance syndicale ».

Une lente dérive.

Je me souviens d'un temps où la délation était très mal vue, car la guerre était encore très présente dans les mémoires.

Ceux de ma génération, les plus de quarante ans, nos grands-parents avaient connu la guerre et ses cortèges de terribles conséquences. Nos professeurs avaient la même expérience.

Dénoncer, fiché, était vu comme un immense danger pour la démocratie.

« Imaginez qu'Hitler tombe sur tous ces fichiers ? »

Il faut donc une absence de fichier pour être certain que cela ne puisse jamais tomber entre de mauvaises mains. Les choses ont bien changé.

Désormais, on fichera n'importe quel type ou fille parce que syndicaliste...

Terrible.

Effroyable recul des libertés politiques.

Charles SANNAT Source [Euractiv.fr](https://euractiv.fr/fr) ici

[Un sondage assure que 5 % des directeurs financiers prévoient d'adopter le Bictoin dès 2021](#)



Il y a plusieurs manières de considérer ce sondage.

La première positive est de dire que 5 % des directeurs financiers vont adopter le Bitcoin dès 2021, venant alimenter une bulle sur le rien d'anthologie.

La seconde est de dire qu'il y a quand même encore 84 % de directeurs financiers qui disent qu'ils ne le feront pas.

Vous allez me dire où est la différence ?

Elle concerne ceux qui le feront dans les années à venir en fonction du sens du vent (ce qui est une appréciation personnelle de leur côté indécis).

Si 5 % des entreprises du monde achètent du rien, le cours du rien n'a pas fini de monter.

La seule façon que le rien ne vaille rien c'est-à-dire sa vraie valeur intrinsèque (la rareté d'un truc basé sur rien n'étant pas une garantie de quoi que ce soit) est qu'il soit interdit lors de l'introduction des monnaies digitales des banques centrales appelées également CBDC.

.Un sondage assure que 5% des directeurs financiers prévoient d'adopter le bitcoin dès 2021.

Alors que la valeur du bitcoin ne cesse de grimper, un sondage a cherché à évaluer le nombre d'entreprises qui projettent d'adopter cette cryptomonnaie en lieu et place d'une part de leurs actifs. Si peu d'entre elles sauteront le pas cette année, les perspectives sont encourageantes.

Un sondage réalisé par le groupe américain de conseil Gartner assure que 5% des directeurs financiers planifient de convertir une partie de la trésorerie de leur entreprise en bitcoins cette année. Au total, 16% des personnes sondées ont l'intention d'adopter la cryptomonnaie dans les deux ou trois années à venir, tandis que 84% déclarent qu'elles ne le feront pas.

De plus, 71% des sondés expliquent que ce qui les intéresse le plus est de savoir comment les autres professionnels de la finance utilisent le bitcoin.

«Il y a beaucoup de problèmes non résolus en ce qui concerne l'utilisation du bitcoin en tant qu'actif d'entreprise. Il est peu probable que le taux d'adoption [du bitcoin, ndlr] augmente rapidement avant que nous n'ayons plus de clarté sur le sujet», ajoute Alexander Bant, chef de la recherche au sein de Gartner Finance. Parmi les principaux obstacles pour l'adoption du bitcoin, les gérants sondés évoquent les risques financiers liés à la volatilité du bitcoin (84%), une aversion aux risques (39%), la lente adoption du bitcoin comme moyen de paiement accepté (38%), des problèmes de régulation (32%) et un manque de connaissances sur le sujet (30%).

Le sondage a été réalisé en février sur un échantillon de 77 directeurs financiers.

La valeur du bitcoin augmente depuis la seconde moitié de décembre. Ce 16 février, la cryptomonnaie a atteint la barre des 50.645 dollars (environ 41.636 euros).

Charles SANNAT Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

Pourquoi rien ne change quand tout le monde est mécontent

Par Philippe Silberzahn. 17 février 2021 Contrepoints.org



Pour comprendre pourquoi rien ne change même quand tout le monde est mécontent, il est très important de comprendre la dynamique entre l'opinion publique et les préférences privées.

Des situations socialement insatisfaisantes persistent parfois très longtemps alors qu'individuellement, nombreux sont ceux qui en sont insatisfaits. Ce phénomène d'inertie a toujours étonné les chercheurs mais aussi ceux qui vivent de telles situations.

Cela tient à une distinction très importante entre l'opinion publique et les préférences privées, et à l'observation contre-intuitive que la première n'est pas la simple addition des secondes. Pour comprendre pourquoi rien ne change même quand tout le monde est mécontent, il est très important de comprendre la dynamique entre les deux.

Une soirée ennuyeuse

Vous avez été invité à une soirée par un de vos collègues. Lorsque vous arrivez, les invités sont en train d'admirer la décoration intérieure de l'appartement. Vous la trouvez criarde, mais vous ne dites rien pour ne pas froisser votre hôte et bredouillez quelque chose à propos de la sophistication de ses goûts.

La discussion se poursuit à propos de la dernière série à la mode sur [Netflix](https://netflix.com), que vous n'avez pas vue car vous ne regardez jamais les séries. L'un des invités en profite pour glisser une tirade sur [les dangers des GAFA](#) et l'effet néfaste d'[Amazon](https://amazon.com) sur les libraires français, et tout le monde semble acquiescer.

Vous connaissez bien le sujet et trouvez que l'affirmation est ridicule, mais vous ne dites rien pour ne pas déclencher un débat sur une question sensible. Alors que la soirée s'avance, vous vous ennuyez de plus en plus et n'avez qu'une envie, celle de partir. Mais une petite voix au fond de vous objecte qu'il serait imprudent d'être le premier.

Vous restez donc, attendant impatiemment qu'un autre invité prétexte l'heure tardive pour signaler son intention de partir. Enfin vers 23 heures 30, à votre grand soulagement, quelqu'un se décide, indiquant qu'il doit prendre

le dernier métro, aussitôt suivi par d'autres, et la soirée prend rapidement fin. Vous remerciez votre hôte pour cette soirée très agréable et vous dirigez vers la porte.

Cette soirée a été l'occasion pour vous de plusieurs instances de ce que, dans son ouvrage *Private truths, public lies*, le chercheur Timur Kuran appelle des *falsifications de préférences*, c'est-à-dire le fait de masquer ses préférences privées face à une pression sociale perçue.

En approuvant la décoration, en ne disant rien à propos d'Amazon, en retardant votre départ et en remerciant l'hôte pour sa très agréable soirée, vous avez communiqué une impression qui ne correspondait pas à votre sentiment réel.

Cette pratique est extrêmement répandue. Elle est basée sur une double perception, celle d'un risque *perçu* face à une pression sociale *perçue* de subir un coût très élevé pour celui qui s'éloigne de l'opinion publique. Comme il s'agit de perception, et que celle-ci ne fait pas l'objet d'une discussion explicite, on comprend pourquoi le problème peut perdurer.

Elle forme la trame du fameux conte d'Andersen [*Les habits neufs de l'empereur*](#) : un roi stupide est convaincu de porter des habits transparents. Il parade nu devant la foule qui loue leur beauté jusqu'au moment où un enfant s'écrie : « *Le roi est nu !* » et la foule, qui quelques instants auparavant s'extasiait, éclate de rire et fait fuir le roi de honte.

Le 28 avril 1944 la foule parisienne accueille triomphalement le Maréchal Pétain. La même foule accueille tout aussi triomphalement le général de Gaulle quatre mois plus tard.

Ce phénomène existe également dans les organisations. J'ai ainsi toujours été frappé de la difficulté à dire les choses dans nombre d'organisations où je suis intervenu. En privé, les dirigeants, y compris au plus haut niveau, se montrent souvent lucides et directs. Ils sont conscients des problèmes et parlent sans fard. On se dit alors « *C'est bon, si lui est lucide sur ce qui se passe, on va pouvoir agir* ».

Mais rien ne se passe car dès qu'ils se retrouvent à plusieurs, c'est l'opinion collective qui prime, et personne ne veut être le premier à la questionner. Nous sommes donc prisonniers de croyances collectives que personne n'ose remettre en question.

La persistance de situations sociales non désirées

Les deux conséquences de la falsification de préférences sont la persistance de situations sociales non désirées et la génération de l'ignorance.

La première est le produit de notre besoin d'approbation sociale, qui est la condition de notre sécurité : il vaut mieux avoir tort avec notre groupe que raison tout seul.

La seconde provient du fait que nous nous appuyons sur l'opinion des autres pour nous informer, au lieu de chercher l'information par nous-même, car cela est plus économique.

C'est pour cela que nous écoutons des experts sur les chaînes de télévision ou que les chercheurs citent des travaux antérieurs dans leurs articles. C'est ainsi que, de petite défaite en petite défaite, ou de petite lâcheté en petite lâcheté, se propage et se renforce l'opinion publique.

[Dharma Kumar](#) évoque ainsi l'exemple de l'*affirmative action*, ou discrimination positive aux États-Unis, qui consiste notamment pour les universités à abaisser les standards d'entrée pour la minorité noire.

L'idée est qu'en facilitant l'entrée d'étudiants noirs, on leur donne un coup de pouce qui permettra à un plus grand nombre de réussir des études de haut niveau et donc, au final, d'aboutir à un monde d'opportunité identique.

Or [la discrimination positive](#) pose de nombreux problèmes.

D'une part elle est une discrimination, et pas seulement pour les Blancs qui, du coup, se voient refuser l'entrée dans une université au profit d'étudiants moins brillants, mais pour les autres minorités, par exemple Asiatiques.

D'autre part, cette politique ne vise qu'une seule minorité, alors qu'on pourrait en définir beaucoup d'autres.

Mais surtout la recherche a montré depuis longtemps que les étudiants ainsi admis dans une université pour laquelle ils n'ont pas le niveau et à laquelle ils ne sont pas préparés, réussissent mal leurs études et ont un taux de diplôme très inférieur, ce qui est contre-productif pour eux. On sait qu'il vaudrait mieux voir comment ils pourraient avoir de meilleurs résultats scolaires, et donc remonter en amont de la question, mais en faisant cela on touche à des questions extrêmement sensibles comme le contexte familial, l'école primaire, ou la culture.

Kumar écrivait à la fin des années 1990 que personne ne veut aller sur ce terrain-là de peur d'être accusé de racisme, et les choses ne se sont pas améliorées depuis. Cette menace d'être accusé de racisme est une opinion publique écrasante qui empêche tout travail de fond sur une question tout à fait fondamentale qui devient taboue. Les premières victimes sont les Noirs américains en difficulté eux-mêmes, alors qu'en privé très nombreux sont les observateurs, les spécialistes et les électeurs, noirs et blancs, qui admettent l'absurdité du système.

La soumission apparente à l'opinion publique peut être vue comme un jeu tactique de protection, sans conséquence, mais ce n'est pas le cas.

Kumar montre qu'avec le temps, la falsification finit par influencer les préférences privées : en s'appuyant sur l'opinion publique, on limite peu à peu ses autres sources d'information. C'est ainsi que les Dalits, qui se trouvent en bas de l'échelle des castes en Inde, ont complètement intégré leur statut inférieur et accepté l'idée d'être impurs à cause d'une faute commise dans une autre vie. C'est ainsi que le mensonge tactique et la soumission à l'opinion publique ont un effet pervers extrêmement puissant, ce qu'avait dénoncé en son temps Alexandre Soljenitsyne à propos du système soviétique gangréné par le mensonge.

Ainsi, dans de nombreux domaines, et sur de nombreux sujets, nous développons une opinion publique, une *doxa*, qu'il est dangereux de vouloir contester. Une *doxa* sert toujours les intérêts d'une minorité morale qui en vit de façon sonnante et rébuchante, mais ce que montre Kumar, c'est que les victimes de cette *doxa* contribuent elles aussi à sa perpétuation soit parce qu'avec le temps elles en ont intégré la logique, comme les Dalits, soit parce que le coût social de sa remise en question dépasse de loin le bénéfice qu'elles pourraient en tirer.

Personne ne veut être le premier à quitter la soirée ennuyeuse, du coup celle-ci dure jusqu'à très tard alors que la plupart des invités auraient sans doute souhaité partir bien avant.

La falsification des préférences explique la non-linéarité du changement social

La distinction entre préférences privées et opinion publique explique également la non-linéarité du changement social.

Les changements de préférences privées n'ont aucun impact public tant qu'un seuil critique n'est pas atteint. Puis quand ce seuil est atteint, tout bascule d'un coup, traduisant ainsi une discontinuité brutale. Votre soirée

ennuyeuse se prolonge jusqu'à ce qu'enfin l'un des invités signale qu'il devrait rentrer, prétextant une contrainte liée aux transports. D'un seul coup plusieurs invités le suivent et la soirée qui semblait interminable prend fin rapidement.

Ce basculement soudain après une longue inertie, c'est ce que les Anglo-saxons appellent le *bandwagon effect* (mal traduit par *effet de mode*, c'est plutôt la goutte d'eau qui fait déborder le vase). Il prend tout le monde par surprise, y compris souvent les révolutionnaires eux-mêmes qui ont souvent un modèle mental linéaire du changement : « *si deux fois plus de personnes sont d'accord avec nous, nous avons deux fois plus de chances de faire la révolution.* »

Or c'est faux. L'inertie de l'opinion publique masque les changements de préférences personnelles jusqu'au point de bascule. Cette inertie fonctionne également de façon rétrospective. Personne n'avait prévu l'effondrement aussi rapide des régimes communistes, mais une fois qu'ils se sont effondrés, tout le monde s'est précipité pour expliquer pourquoi il était inévitable.

Cela montre que le basculement n'est pas lié à des préférences privées, mais au fait que l'un des membres exprime publiquement une dissonance et que celle-ci est acceptable, parce que la majorité est devenue écrasante. On est au point de bascule, et parce que le membre est particulièrement influent. Tout influent qu'il soit, l'invité de votre soirée a néanmoins jugé prudent de prétexter une contrainte de transport. Il n'a pas dit « *C'est bon, j'en ai assez, je rentre chez moi.* »

Dans le conte d'Andersen, ce n'est pas un hasard si c'est l'enfant qui fait s'écrouler l'opinion publique. Il n'a pas conscience de cette opinion ni du danger qu'il y a à la contester. Il ne perçoit pas la pression sociale, le mécanisme ne joue pas sur lui.

Ce qui compte donc pour un révolutionnaire, c'est l'opinion publique

Un système que la plupart des gens détestent pourra donc perdurer si l'opposition à ce système ne parvient pas à être exprimée publiquement (on le voit en Corée du Nord). Ce qui compte donc pour un révolutionnaire, c'est l'opinion publique. Celle-ci a une réalité autonome ; elle n'est pas simplement l'addition de préférences privées. La clé du changement repose donc sur la maîtrise du discours public, c'est-à-dire des modèles mentaux collectifs exprimés, et non pas des préférences individuelles.

Plus il est difficile de critiquer l'opinion publique, et moins la majorité est tolérante à la dissension, plus le système est fragile et risque de vivre une forte discontinuité lorsque la fausseté de l'opinion publique finira par être acceptée par la majorité.

C'est ici que la démocratie est avantagée. En permettant à la fois légalement et culturellement l'expression de préférences privées qui ne correspondent pas à l'opinion publique, la démocratie permet plus facilement la co-évolution pacifique des deux, du moins en théorie.

Comme le montre en effet l'exemple de la discrimination positive aux États-Unis, même les démocraties n'échappent pas à la tyrannie de l'opinion publique. Amusez-vous à douter de la cause humaine du réchauffement climatique, à souligner que le racisme est la chose du monde la mieux partagée quelles que soient les races, ou à suggérer que le consommateur local est mauvais pour l'environnement, et vous verrez la réaction de vos amis ou de vos collègues de travail. Le licenciement brutal de professeurs aux États-Unis pour avoir exprimé des critiques des politiques raciales n'est qu'un exemple de la force de l'opinion publique et de la brutalité avec laquelle elle se défend.

Face aux défis que nous connaissons, il est urgent de faire en sorte de remédier à cette tendance néfaste. C'est à chacun d'entre nous d'agir où il le peut pour que puisse s'exprimer des opinions hétérodoxes.

Observez aussi tous les prétextes utilisés pour interdire de questionner la *doxa*, comme l'urgence ou la gravité d'une situation. C'est aussi à l'école et à l'enseignement supérieur de veiller à former des citoyens capables d'avoir une vue critique des opinions, et non des militants d'une cause unique, si légitime soit-elle.

▲ RETOUR ▲

.La dette : potion magique ou poison mortel ?

Par Johan Rivalland. 18 février 2021



La question de la dette. Un débat qui fait particulièrement rage actuellement. Entre ceux qui donnent dans la surenchère et ceux qui mettent en garde contre ses effets potentiellement dévastateurs.

« [La France peut-elle encore tenir longtemps ?](#) », interroge Agnès Verdier-Molinié. [Suscitant des adversités qui atteignent leur point culminant](#), comme vous pouvez le constater dans cette séquence montrant une opposition de points de vue qui atteint son paroxysme entre un Jean-Marc Daniel et un Christian Chavagneux connus pour avoir des idées très divergentes mais que l'on a connus plus mesurés et courtois dans leurs échanges.

La dette : potion magique ou poison mortel ?

Le recours massif à la dette n'a, en effet, jamais atteint de tels niveaux dans le monde. Et si certains y voient une sorte de potion magique, ainsi que le suggère le titre de cet ouvrage, prétextant du niveau historiquement bas des taux d'intérêt pour affirmer haut et fort que c'est le moment d'en profiter pour investir et stimuler l'économie à bon compte, d'autres mettent en garde contre le poison mortel que peut représenter cette dette qui n'en finit pas d'enfler, jusqu'à sembler hors de contrôle. C'est plutôt le point de vue défendu par la plupart des auteurs de cet ouvrage, quelles que soient les nuances entre eux.

Surtout, une certaine frange de politiciens [et d'économistes très à gauche](#) militent de manière que l'on peut juger inconséquente pour un effacement tout aussi magique d'une partie substantielle de la dette. Suivis en cela également par les partisans de la « [nouvelle théorie monétaire](#) », celle contre laquelle met en garde entre autres [Jacques de Larosière, la qualifiant de fausse recette](#). Mais également, dans une large mesure, les auteurs du Cercle Turgot ici réunis, qui, il y a seulement trois ans, dans un contexte pourtant moins dramatique que celui que nous connaissons à présent, [alertaient déjà contre les dérives des dettes publiques](#).

Une question épineuse

La question est loin d'être anecdotique, quand on sait par exemple que ~~plus des deux tiers des Français seraient partisans soit d'annuler la dette contractée par l'État pendant la pandémie de Covid-19, soit de~~ [la faire rembourser par les « riches »](#), à travers une contribution exceptionnelle des grandes fortunes. On imagine bien à quelle surenchère pourront se livrer certains politiciens à l'approche des prochaines élections présidentielles...

C'est pourquoi, même si les points de vue des auteurs de cet ouvrage sont loin d'être tous motivés par une vision très libérale de l'économie, le présent ouvrage n'en est pas moins utile pour mettre en cause un certain nombre de dogmes ou d'idées fausses sur le sujet de la dette. En faisant appel à la connaissance, [aux références historiques](#) et à un certain sens de la pédagogie, il est susceptible de faire entendre la voix de la raison à ceux qui pourraient se laisser tenter par le chant de la facilité, ou [de la démagogie](#).

L'endettement : jusqu'où ?

Les questions posées dans cet ouvrage sont toutes celles que l'on peut se poser actuellement : les taux d'intérêt très faibles, voire négatifs, vont-ils durer ? Et après ? Comment rembourser ? Est-ce les prochaines générations qui vont devoir payer ? À quel prix ? Avec quelles conséquences ? Pouvons-nous continuer ainsi à nous endetter indéfiniment ?

Pour y répondre, il est utile de se référer aux enseignements de l'Histoire. C'est ce que fait, entre autres, le même [Jean-Marc Daniel](#) que nous citons plus haut. Qui rappelle les nombreux épisodes historiques au sujet [des banqueroutes et de leurs conséquences](#) (la dernière date, en France, de 1797 et on sait qu'y recourir de nouveau reviendrait à atteindre fortement la crédibilité de la signature française, ce qui se paierait au prix fort. La plupart des économistes conviennent d'ailleurs que cela ne présente aucun intérêt aujourd'hui, sur un plan financier).

Mais aussi qu'hormis la banqueroute, la dette se paye

- soit par [la voie de l'inflation](#) que certains appellent de leurs vœux, malgré les conséquences que l'on sait sur la richesse et l'érosion du pouvoir d'achat ; c'est d'ailleurs elle qui a permis de solder les dettes des deux guerres mondiales ;
- soit par la généralisation de [la dette perpétuelle](#), qui n'est autre, nous dit Jean-Marc Daniel, que ce que nous pratiquons déjà depuis près de deux siècles en ne payant que les intérêts de la dette et en contractant en permanence de nouveaux emprunts pour rembourser les emprunts précédents ;
- soit enfin en pratiquant [les rachats de dette par les banques centrales](#), ce qui se pratique allègrement aussi ces dernières années, donnant l'illusion que l'on peut exercer un endettement sans limite.

Mais c'est ne pas voir, nous dit Jean-Marc Daniel :

« D'abord, que toute dépense publique non financée par un prélèvement sur la dépense privée augmente la demande. Si cette augmentation se pérennise, elle entraîne soit un apport d'offre extérieure, c'est-à-dire un creusement du déficit commercial, soit une possibilité offerte aux entreprises d'augmenter leurs prix, c'est à dire une relance de l'inflation. Ensuite, que l'augmentation de la dette publique provoque des anticipations négatives chez les acteurs privés. Dans un premier temps, le réflexe d'épargne pour affronter un avenir fiscal incertain conduit à une augmentation du prix des actifs. C'est ce que les économistes appellent l'« équivalence ricardienne ». Enfin, que ces anticipations négatives finissent par éroder la crédibilité de la monnaie. Contenir la dette publique devient donc indispensable, et réclame une baisse significative des dépenses publiques. »

Toujours en référence à l'Histoire, on notera la participation au débat de Nicolas Baverez, qui, dans une intervention intitulée « *la démocratie, antidote au piège de la dette* » montre notamment en quoi [l'hélicoptère monnaie](#) fait partie des illusions sur « [l'argent gratuit](#) », qui se sont toujours terminées par des catastrophes économiques et financières, et qui met en garde contre les dangers du surendettement, ne se montrant pas pour autant hostile à une certaine politique monétaire. [Nicolas Bouzou](#), quant à lui, surprend, défendant un « *bon usage de Keynes* » face à la situation actuelle qui justifierait selon lui de sortir de sa vision traditionnelle pour tenir compte de l'ampleur inhabituelle de cette crise.

Des problématiques multiples, mais des points de vue hétéroclites sur la dette

C'est aussi au niveau mondial que le problème de la dette se pose.

Anne-Laure Kiechel évoque les différences d'origine des financements selon les pays (on pense notamment au Japon ou à l'Italie, qui détiennent l'essentiel de leur dette), ce qui peut dans certains cas poser un problème de souveraineté.

Christian Saint-Étienne, lui, montre comment, en s'endettant de manière inconséquente par le financement davantage des dépenses courantes que des investissements d'avenir, l'Europe prend le risque d'accroître son retard sur les États-Unis et la Chine, menaçant ainsi à la fois son indépendance et sa prospérité.

Isabelle Job-Bazille, quant à elle, met en garde contre les dangers du surendettement au profit d'une bulle financière, la perfusion monétaire ayant bien du mal à se diffuser dans l'économie réelle et risquant d'aboutir aux mêmes maux qu'en 2008 si on n'y prend garde.

Les enjeux de la dette publique sont ensuite analysés par divers auteurs connus (Gilles Dufrénot, François Ecalte, Eric Heyer et Xavier Timbaud, Vivien Lévy-Garboua et Gérard Maarek, Hubert Rodarie), selon différents angles de vue ; avant que l'approche plus micro-économique du point de vue de l'entreprise soit abordée par Jean-Paul Betbèze, puis sous un angle un peu plus large par Jean-Jacques Pluchart. Il peut être ainsi intéressant de connaître la diversité des approches, tout en se replongeant dans le fonctionnement des mécanismes économiques, parfois assez techniques.

Cependant, non seulement les chapitres me semblent souvent un peu courts pour entrer dans des raisonnements vraiment de fond, mais je m'interroge surtout sur le caractère relativement hétéroclite des idées présentées. En fait, je ne comprends pas bien ce qui définit le Cercle Turgot, si ce n'est l'expression d'une diversité de points de vue. Et je ne vois pas bien le lien avec Turgot lui-même et ses idées.

Quoi de commun, par exemple, entre un Hubert Rodarie, qui semble dans une certaine mesure favorable à un effacement partiel des dettes publiques (là où Natacha Valla et Christian Pfister se méfient de « *l'illusion du repas gratuit* ») et un Jean-Marc Daniel ou encore un Jacques de la Rozière, qui met quant à lui sévèrement en garde à la fois contre les politiques de *quantitative easing*, d'hélicoptère monnaie (par ailleurs en partie défendue par François-Xavier Oliveau un peu plus loin) et de rachats de dettes par les banques centrales, ou encore d'annulation même partielles de dettes, politiques actuellement dominantes ?

Une douce illusion

Je doute aussi beaucoup de cette idée de nombre d'économistes selon laquelle des déficits ou un endettement, à condition d'en finir avec la tentation de s'en servir pour colmater des brèches ou des besoins courants de simple fonctionnement, pourraient se justifier si on ne les consacre qu'aux seules dépenses d'investissement dits « d'avenir ». Belle intention. Mais, non seulement ces paris sur la transition énergétique et la « croissance verte » – puisque c'est ce dont il est bien souvent question – me semblent bien hasardeux (et pourquoi par le financement public ?), mais surtout cela me paraît bien naïf. On sait très bien comment les choses fonctionnent : les politiques (tout au moins en France) finissent toujours par en revenir à leurs vieux démons (ou plus exactement, obsédés par leur réélection, ils ne les quittent jamais). A savoir continuer indéfiniment à se servir de la « manne » publique pour subventionner, éponger, colmater, tout ce qui peut l'être. Et, comme ce n'est pas vraiment le courage qui les caractérise, croyez-vous que face à de nouvelles révoltes du type de celle des Gilets Jaunes, ils se montreront capables de ne rien lâcher ? Aucune chance. Surtout maintenant que l'argent facile tombé du ciel à la manière d'un déluge est passé par là. Qui se contentera désormais d'un « petit » 10 milliards d'euros lâché au prix d'une lutte acharnée quand on a connu les montants prodigieux qui étaient annoncés presque chaque jour durant la période actuelle ?

C'est en cela que cet ouvrage me laisse un peu circonspect et me semble manquer de ligne de force, en dehors de l'intérêt de la juxtaposition d'opinions diverses dont on peut éventuellement apprécier l'étendue des idées. Et

ce, malgré la conclusion de Philippe Dessertine, coordonnateur de l'ouvrage qui, à la suite de la question de la soutenabilité de la dette abordée par Denis Ferrand, établit une synthèse montrant comment les records d'endettement avaient été pulvérisés – pourtant en temps de croissance assez vigoureuse (du moins aux États-Unis et en Chine) – avant même la crise de la Covid, rendant les marges de manœuvre plus qu'étroites et conduisant à simplement tenter d'éviter à l'économie mondiale de sombrer complètement dans le chaos.

La seule issue demeurant selon lui, et cela reflète bien l'esprit consensuel des auteurs de l'ouvrage, que cette course sans fin à l'endettement s'achève par la fin des dépenses publiques de fonctionnement ou de bulles (financières notamment), remettant ainsi en cause les modèles passés.

Réel espoir ou illusion un peu vaine ?...

▲ RETOUR ▲



.Une tempête de neige ravale le Texas au rang d'état sous-développé

(4 millions d'habitants privés d'électricité)

Rédigé par [Philippe Béchade](#) 17 février 2021



Des nouvelles fraîches de la Sibérie américaine : la situation s'aggrave avec des millions supplémentaires de texans privés de courant et donc de la possibilité de se chauffer (ils seraient désormais 4 millions dans ce cas). Pour certains, cela dure depuis samedi avec les premières pannes de courant à la suite d'une tempête hivernale historique qui a déjà fait 21 victimes.

L'affaire qui s'est d'abord traduite dans les médias par des commentaires sur la fermeture des raffineries, des centrales au gaz (et la flambée des prix du pétrole avec un WTI au-delà des 60 \$) devient très politique.

Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, est confronté à une crise de l'énergie sans précédent dans l'état qui est... le 1er producteur d'énergie, non seulement des Etats-Unis mais également du monde !

Il interpelle les dirigeants de l'ERCOT (Electric Reliability Council of Texas), une coopérative d'énergie qui délivre 90% de l'électricité de l'État : "Nous savions une semaine à l'avance que cette tempête allait arriver : Ercot aurait dû prendre des dispositions adéquates."

Les habitants de la région de Houston (1,4 millions d'habitants sont privés d'électricité) ont été avertis par les

autorités du comté d'une possibilité de pannes d'électricité prolongées, même au-delà de la durée des intempéries.

Les puits d'extraction et les pipelines de gaz naturel au Texas ne bénéficient pas des mêmes procédures de mise hors gel que dans les états producteurs plus nordiques où les tempêtes de neige sont fréquentes.

Il s'est produit une soudaine rupture des chaînes d'approvisionnement (mis hors ligne d'environ un tiers de la capacité de production) vers les centrales électriques de l'état, notamment celles fonctionnant au gaz naturel (elles délivrent près de la moitié de l'électricité produite).

La demande de gaz est telle que les tarifs du mètre cube ont parfois été multipliés par... 200 : GameStop et le Bitcoin font figure de "petits joueurs" en comparaison !

▲ RETOUR ▲

.L'inflation et la consommation surprennent aux Etats-Unis, mais il y a plus surprenant encore !

rédigé par [Philippe Béchade](#) 17 février 2021

Sans surprise, les taux longs américains bondissent bien au-delà des 1,3000%, jusque vers 1,317% quelques secondes après la publication de l'indice des prix américains pour le mois de janvier, mais plus certainement encore après le choc d'un pic de consommation de 5,9% au mois de janvier (grâce au versement de chèques de 600 \$ à chaque citoyen en difficulté) alors que le consensus s'est complètement fourvoyé avec une anticipation de 1%.

En ce qui concerne le "CPI" (prix à la consommation), il fait un bond de 1,3% en janvier (au lieu de 0,4% attendu) et en "core rate" (hors alimentation + énergie) il enregistre également une étonnante poussée de 1,2% (au lieu des 0,2% attendus).

Et ce qui plus étonnant encore, c'est que la flambée du rendement des T-Bonds s'est en réalité déroulée de midi à 14h29, partant de 1,2850% pour culminer à 1,366% (8 points en deux heures)... juste avant la parution des chiffres, avant de s'infléchir vers 1,3140% dès 14h32.

▲ RETOUR ▲

.Éditorial: le marché de la dette à 10 ans US émet une demande de discipline.

Bruno Bertez 18 février 2021



Le gouvernement américain est en train d'augmenter la dette de plus de 30% du PIB en seulement deux ans.

Les experts envisagent des taux annuels à deux chiffres, pour ces prochaines années. Et encore sans tenir compte d'éventuelles dépenses productives pour réparer les équipements publics.

Des dépenses déficitaires massives sont inévitables à perte de vue. Il est important de noter que Washington enregistre des déficits massifs malgré à la fois des cours boursiers records et des émissions de dette des entreprises à un niveau historique. Il faut aussi ajouter que nous nous trouvons face à des conditions financières les plus souples que l'on puisse imaginer.

Si l'expérience est de quelque utilité, l'histoire nous dit que la situation financière étant ce qu'elle est, c'est à dire très fragile et très déséquilibrée, une crise boursière est dans l'ordre des choses à court ou moyen terme. Il faudra alors à nouveau arroser de liquidités, gonfler le crédit et le déficit budgétaire pour enrayer la chute des cours et l'enchaînement déflationniste.

Peu importe les causes proches, simplement on sait que la probabilité est d'autant plus forte que les excès boursiers actuels sont grands. Il y a deux sortes d'opérateurs sur les marchés actuellement: une classe de gogos qui est subjuguée par le Momentum et une classe de gens cyniques qui sont persuadés qu'il faut rester le plus longtemps possible et qu'ils baisseront les gogos. Cela produira un marché en chute vertigineuse. Ce sera le trou, sans contrepartie.

Jusqu'où les déficits vont-ils monter en flèche lorsque cette bulle financière historique menacera d'éclater? Nul ne le sait, mais un déficit annuel de 4,0 à 5,0 trillions est une estimation raisonnable.

Pas de soucis, Powell et ses complices nous disent que le bilan de la Réserve fédérale est là et qu'ils ont «tout ce qu'il faut». Dans le scénario de la prochaine crise financière et économique, la Fed augmentera ses achats de valeurs du Trésor, de MBS, de obligations d'entreprises et d'ETF à, disons, 300 / 500 milliards de dollars par mois. Les gourous qui ont fait leur preuve comme Rosenberg ou Shilling ou Snider disent que dans ce scénario, les taux des valeurs du trésor à 10 ans rebaisseront sous les 1% et ce peut être dès de la fin 2022.

Powell fait l'autruche, écoutons-le alors qu'il s'exprimait à Princeton: «La dette fédérale américaine n'est pas sur la voie du développement durable» et «Une dette publique élevée n'affecte pas la politique monétaire».

Comment une «Politique monétaire favorisant une dette publique élevée» pourrait-elle ne pas être en perpétuelle croissance si tout le monde est d'accord pour augmenter les dépenses et personne pour faire rentrer plus de recettes?

Et encore, nous ne sommes pas en guerre ou pas encore !

Déjà avec l'envolée des taux du 10 ans US à 1,3% on reparle de YCC, c'est à dire de contrôler la courbe des taux en pesant sur le long terme, combien faudra-t-il ravalier de papier pour le faire?



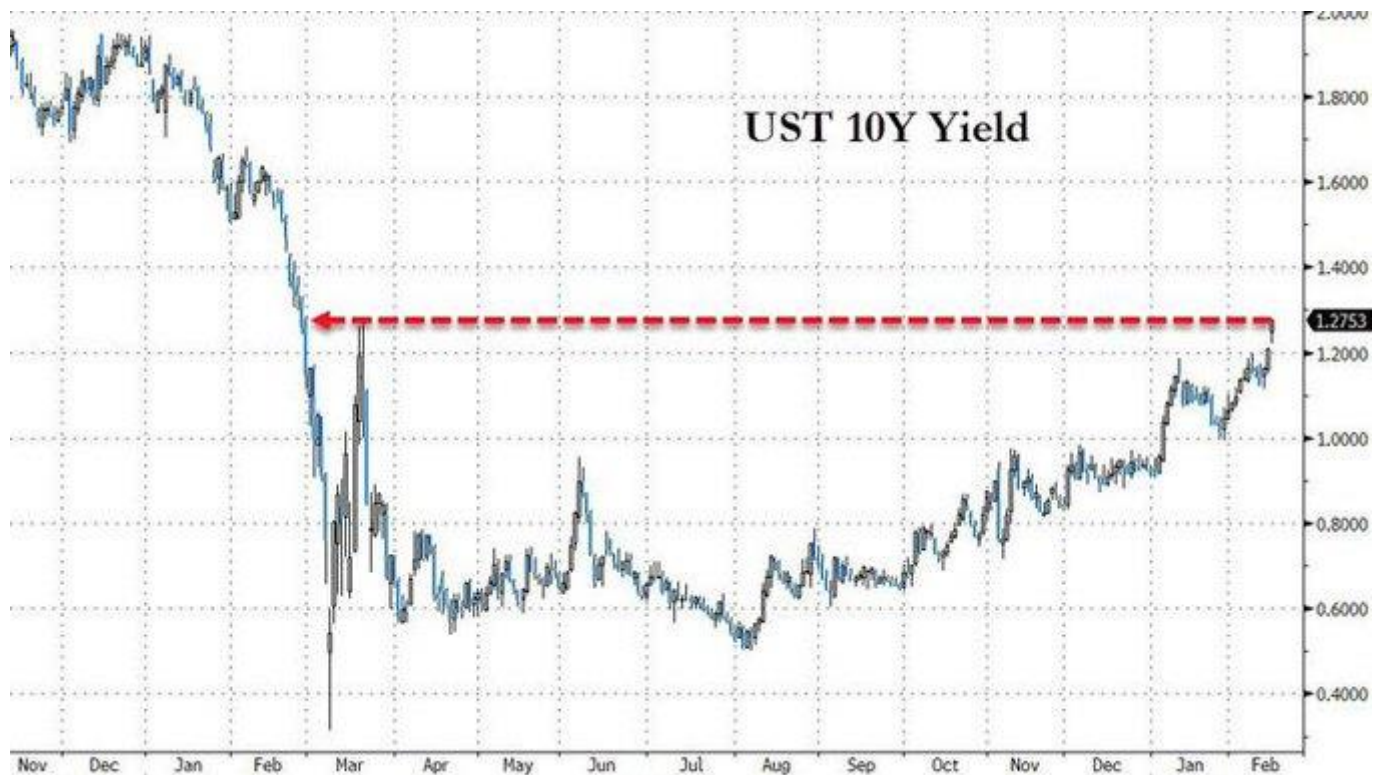
***Walter Bloomberg**
@Deltaone



***US Jan Producer Prices Final Demand +1.3%, Consensus +0.4%**

8:30 AM · 17 févr. 2021





La hausse des taux longs à laquelle nous assistons en raison du regain de craintes inflationniste est normalement rééquilibrante, elle envoie un message à savoir qu'il faudrait peut-être mettre un peu de discipline dans tout ce chaos.

Le système a actuellement un besoin désespéré de discipline et cette discipline ne peut être imposée que par le marché parce que la classe politique est défaillante et que les autorités monétaires ont perdu le contrôle. Elles en sont réduites à rationaliser leur impuissance à sortir de l'engrenage dans lequel elles se sont elles-mêmes placées.

Seuls les marchés peuvent empêcher Washington et la Fed de mettre complètement en faillite le système américain et tout le reste, qui en dépend. En ce sens le mouvement rapide que nous observons sur le 10 ans est et sera un indicateur, selon qu'il jouera son rôle de Statue du Commandeur ou qu'au contraire on le manipulera pour l'empêcher de dire ce qu'il a à dire.

Le marché de la dette du gouvernement est peut-être à ce stade le seul marché qui peut encore fonctionner et exprimer quelque chose qui ressemble à une discipline dans un monde où les considérations fausses l'ont emporté.

Écoutons Powell penser faux à haute voix:

***Powell** «Les États-Unis ne sont pas sur une voie durable au niveau du gouvernement fédéral dans le sens simple que la dette croît beaucoup plus vite que l'économie. Cela signifie que, par définition, ce n'est pas viable. Cela ne veut pas dire que le niveau de la dette est insoutenable. Ce n'est pas insoutenable et c'est loin d'être insoutenable.*

Le critère de la soutenabilité des dettes comme guide pour la gestion monétaire est une aberration intellectuelle quand on sait que les dettes ne sont soutenables que parce que les taux sont bas et que les taux ne sont bas que parce qu'ils sont manipulés... par la Fed. Ce sont des taux artificiels qui n'expriment aucun équilibre stable. Gare à la transitivité/réflexivité. Se rassurer en disant que la dette est soutenable, c'est se rassurer en se vantant que toujours les taux vont rester bas, c'est se rassurer en s'affirmant comme tout puissant et que jamais on ne

perdra le contrôle des taux longs. En fait l'affirmation de la soutenabilité des dettes est suspendue dans les airs de la tautologie la plus stupide, tautologie qui fait écho au fameux votre fille est muette parce qu'elle ne parle pas, qui transposé ici donne, la dette est soutenable parce que nous faisons tout pour la soutenir. Nous croyons qu'elle est soutenable parce que nous sommes persuadés qu'elle est soutenable au sens où on peut la soutenir artificiellement.

Que se passera-t-il si les hirondelles que l'on voit passer dans le ciel économique et qui annoncent l'inflation se font plus nombreuses et plus convaincantes? que se passera-t-il si les anticipations se réalisent d'être crues et modifient les comportements?

Que se passera-t-il si le rendement du 10 ans US franchit le seuil des 1,70%?

*La hausse des cours du **pétrole**, une hirondelle dans le ciel économique*



Hausse des prix à la production et des commodities



▲ RETOUR ▲

.Marchés boursiers : la politique monétaire gonfle la bulle

rédigé par [Bruno Bertez](#) 18 février 2021

La politique monétaire de la Fed nourrit délibérément une bulle des marchés boursiers délétère pour le système à long terme... mais les autorités refusent d'admettre quoi que ce soit en la matière.



La Fed gonfle délibérément les marchés financiers. C'est voulu, volontaire. Elle se sert de sa politique monétaire non conventionnelle pour [pomper à la hausse le marché financier](#). Elle le fait avec l'aide de concessionnaires que l'on appelle les *primary dealers*.

Elle le fait pour accomplir tout ce qu'elle veut accomplir : faire baisser les taux, comprimer les primes de risque, monétiser la dette du gouvernement, maintenir le *leverage* (effet de levier) global, etc...

... Et bien sûr pour empêcher les agents économiques de faire faillite. Ce qu'ils devraient avoir fait depuis longtemps, plusieurs fois. La Fed les maintient en vie permanente.

La Fed gonfle délibérément les prix des actifs afin de donner l'illusion que le système est solvable sinon rentable. Car soit dit en passant la politique monétaire affecte aussi la rentabilité apparente, elle donne l'illusion d'une rentabilité du système supérieure à ce qu'elle est grâce aux faux chiffres d'affaires réalisés par le faux pouvoir d'achat.

Une politique monétaire opaque

La façon dont cet argent fonctionne pour stimuler les prix des actifs est opaque, indirecte.

Ceci confirme notre hypothèse de base et tout notre cadre analytique : les actifs financiers sont une mutation alchimique, [un avatar de la politique monétaire](#). Leur gonflement s'opère par une opération monétaire, sans transiter par la création de richesses réelles.

A long terme, ce n'est pas une bonne chose... mais à long terme, nous sommes tous morts.

A court terme, nous devons survivre et, espérons-le, éviter **la future Grande destruction**.

Maintenant une remarque : sachant que c'est la Fed qui pompe la bulle des marchés... est-ce que vous vous attendez à ce que les gouverneurs et leurs complices acceptent de reconnaître que les marchés sont en bulle ?

▲ RETOUR ▲

Bitcoin, un nuage de fumée ?

rédigé par **Bill Bonner** 18 février 2021

Bitcoin, Tilray, Tesla et les autres : Bill Bonner poursuit son exploration des folies et illusions qui règnent en ce moment sur le monde de l'investissement.



Nous continuons notre exploration des raisons pour lesquelles les autorités ne peuvent pas garantir des lendemains qui chantent ([premier épisode ici](#)... et [deuxième épisode là](#))...

... Et aujourd'hui, nous abordons un sujet particulièrement difficile : les gens sont de plus en plus soupçonneux. Sur tout.

Quelques idiots bas du front forcent l'entrée du Capitole à Washington et on appelle ça une tentative de coup d'Etat.

La Russie et la Chine mijotent quelque chose... c'est sûr... on ne sait juste pas quoi.

Quant à la fausse monnaie... les gens en dépendent désormais.

Est-il vraiment sensé de donner aux gens [des chèques d'aide](#) ? Les générations précédentes auraient trouvé cela absurde... mais la génération actuelle tient cela pour acquis.

Les gens attendent des renflouages... des allocations... et ils s'énervent si tout ça ne vient pas.

Pire encore, ils planifient leur existence autour de la bulle. Ils dépendent du prix du bitcoin pour construire la maison de leurs rêves. Ils ont besoin de taux d'intérêt bas – à zéro, en d'autres termes – pour refinancer leur crédit immobilier et autres dettes. Ils s'attendent à prendre une retraite anticipée grâce à leurs valeurs cannabis.

Ils pensent que s'ils ferment tous les yeux en souhaitant assez fort, tous leurs rêves absurdes deviendront réalité.

Dot-com et scepticisme

Par ailleurs, ils n'apprécient pas qu'on ose les contredire.

Nous nous rappelons qu'en 1999, nous soupçonnions que la révolution dot-com tenait plus de l'invasion du Capitole par un groupe d'écervelés que d'une vraie révolution. Les lecteurs nous ont écrit pour râler et se moquer. Ils comptaient sur leurs profits dot-com.

A nouveau, en 2007-2008... personne ne voulait entendre que « les prix des maisons ne grimpent pas toujours ». A l'époque, la maison américaine moyenne se vendait plus cher qu'une personne moyenne pouvait se le permettre.

Pourtant, nombreux étaient ceux qui pensaient avoir le droit à « un distributeur de billets dans leur chambre ». Ils achetaient des maisons, contractaient des prêts hypothécaires, puis « retiraient de la valeur »... et vivaient avec.

Et de nos jours ?

Là encore, nous avons l'avantage d'être dans les coulisses d'une société de presse fourmillant d'analystes et de conseillers... auxquels viennent se rajouter les commentaires de milliers de lecteurs.

Nombre d'entre eux – même ceux qui ont toute leur tête – sont convaincus que ces cours boursiers, surtout pour les technos, représentent une « Nouvelle ère », ou que des entreprises « à 1 000 Mds\$ » rendront riches les Vrais Croyants.

Peut-être que nous sommes trop vieux. Ou peut-être que les Vrais Croyants sont trop jeunes ! La plupart d'entre eux ont moins de 40 ans, ce qui signifie qu'ils sont nés après la fin du dernier grand cycle baissier (en 1980).

Tesla – une valeur à 10 \$? [Inconcevable](#). La blockchain – des sottises ? Impossible. La politique de relance – erronée... idiote... et futile ? Allons donc... vous plaisantez, n'est-ce pas ?

Ça plane

Non, nous ne plaisantons pas. A présent, nous voyons qu'une sorte d'égarement s'est propagé à l'ensemble de [la structure du capital](#).

Prenez les actions individuelles – GameStop, Tesla et Tilray nous viennent en tête. Aucun investisseur sain d'esprit ne pourrait penser que leurs valorisations boursières représentent un calcul équitable des revenus futurs décomptés de la valeur présente. Toutes ces sociétés perdent de l'argent... et en perdront probablement toujours.

Tilray – sérieusement ? Qu'est-ce qu'une entreprise qui produit près d'un demi-milliard de pertes sur seulement 200 millions de dollars de valeur de vente ? Rien. Zéro. Que dalle.

Pourtant, des « investisseurs » défoncés lui ont attribué ces derniers jours une valeur boursière de plus de 10 Mds\$. Que pouvons-nous dire ? Ça plane...

Ou regardez le bitcoin. Au début de son existence, les gens le considéraient comme un pari sur un nouveau système monétaire, dans lequel la cryptomonnaie – en dépit du fait qu'elle n'ait pas d'existence physique, mais limitée par la magie mathématique – se révélerait supérieure à l'or.

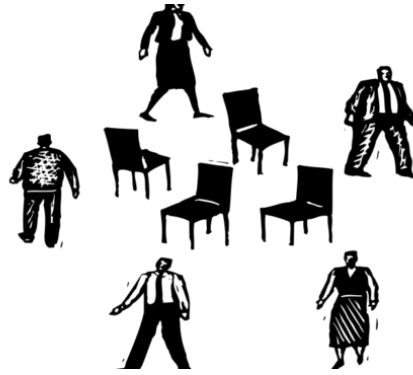
Cela pourrait encore se révéler vrai...

Ou bien il pourrait s'avérer que l'évolution du cours du bitcoin n'est qu'un nuage de fumée de plus sortant du Vésuve de la Fed. Lorsque ce dernier explosera... Bitcoin pourrait disparaître en même temps.

▲ RETOUR ▲

.C'est un jeu de chaises musicales

Jim Rickards 16 février 2021



Le monde a récemment été hypnotisé par la capacité des Bros (abréviation de "brothers"), une foule de millénaires partageant les mêmes idées, principalement des hommes, à faire passer le prix du GameStop de 20 à 400 dollars par action en quelques jours.

Le fait que les Bros aient fait cela en utilisant l'argent des chèques de relance et l'application commerciale Robinhood n'a pas diminué la montée en flèche des chiffres derrière la frénésie. Le titre s'est ensuite effondré de 80 % (comme le font les bulles), mais pas avant d'avoir infligé des pertes estimées à 20 milliards de dollars aux fonds spéculatifs qui étaient short de GameStop lorsque l'ascension a commencé.

Ce système décentralisé (mais légal) de pompage et d'écoulement des fonds a failli déstabiliser le système financier américain. Si les fonds spéculatifs avaient échoué (plusieurs ont failli le faire), ces pertes seraient tombées sur les courtiers bancaires et autres fonds spéculatifs, ce qui aurait pu déclencher une cascade de banques et de fonds en faillite pire que ce qui s'est passé en 2008.

Ce feu est éteint pour l'instant, mais c'était un spectacle secondaire intéressant à l'époque. Une fois la puissance des Bros réalisée, chaque investisseur ayant une position longue est allé sur le r/wallstreetbets de Reddit (le salon de discussion favori des Bros) pour commencer à vendre d'autres investissements qu'ils voulaient faire monter en puissance par les utilisateurs de Robin des Bois.

L'un des investissements signalés aux Bros était le lingot d'argent et le principal ETF sur l'argent, qui se négocie sous le nom de SLV.

Un jeu de chaises musicales

Pendant environ 12 heures, le dimanche 31 janvier, le prix de l'argent a augmenté de 10 % pour atteindre 30 dollars l'once, après plusieurs jours d'échanges importants et de gains considérables. Puis il est retombé à environ 27 dollars l'once, toujours plus élevé qu'au début de la hausse.

Les Bros avaient abandonné l'argent ; peut-être étaient-ils trop occupés à panser leurs plaies sur le GameStop après l'effondrement de cette rampe.

Pourtant, les Bros étaient peut-être sur une piste. Une analyse récente du commentateur de marché Ronan Manly de BullionStar souligne qu'il existe de graves pénuries d'argent sur le marché physique de l'or.

Près de 85% de l'argent physique sur le marché londonien est déjà détenu par les ETF, ce qui laisse relativement peu pour satisfaire la demande physique si elle devait se manifester sur les bourses de marchandises.

En règle générale, les négociants en contrats à terme sur l'argent sur les bourses de matières premières se contentent de liquider les contrats ouverts ou de les reporter à un autre mois civil sans exiger de livraison physique.

Mais si les négociants exigeaient une livraison physique, ce qui est autorisé par les règles de la bourse, il n'y aurait pas assez de lingots d'argent pour satisfaire cette demande.

Mettez-vous en ligne, Buster

Dans ce cas, la bourse suspendrait simplement la livraison physique et exigerait que les participants au marché "négocient uniquement en vue de la liquidation". Cela signifie que vous pouvez liquider vos contrats et encaisser les bénéfices sur papier, mais que vous ne pouvez pas avoir l'argent, et que vous ne pouvez pas partager les bénéfices futurs sans ouvrir de nouveaux contrats.

La rareté de l'argent signifie également qu'il n'y a pas assez de lingots pour satisfaire la demande des ETF eux-mêmes ou des banques qui vendent des contrats à terme sur l'argent non alloué et non garantis par de l'argent réel.

Un contrat non alloué avec une banque d'investissement signifie que vous êtes exposé au risque de prix, mais que l'argent n'est pas réellement utilisé pour soutenir le contrat. Si vous voulez des lingots physiques, vous devez en informer la banque du négociant et lui donner le temps de les localiser. Là encore, si cela se faisait en plus petites quantités, les banques ne pourraient pas se procurer autant d'argent.

Les demandes de livraison physique ne sont pas typiques sur les marchés de l'argent papier. Mais ce ne sont pas des moments typiques.

Pourrait-il y avoir un effet de ciseau dans lequel ces contrats à terme sur l'argent en position longue exigeraient une livraison, sachant pertinemment que la bourse ne peut pas répondre à la demande ? Les ETF sur l'argent vendent-ils des actions pour de l'argent qu'ils ne peuvent pas réellement se procurer sous forme physique ?

Lire les petits caractères

Le 3 février 2021, le principal ETF sur l'argent, qui se négocie sous le nom de SLV, a mis à jour son prospectus pour y inclure le texte suivant :

La demande d'argent peut temporairement dépasser l'offre disponible qui est acceptable pour la livraison au Trust, ce qui peut nuire à un investissement dans les actions. Dans la mesure où la demande d'argent dépasse l'offre disponible à ce moment, les participants autorisés peuvent ne pas être en mesure d'acquérir facilement des quantités suffisantes d'argent nécessaires à la création d'un panier ...

Il est possible que les Participants Autorisés ne soient pas en mesure d'acquérir une quantité suffisante d'argent acceptable pour la livraison au Trust pour l'émission de nouveaux Paniers en raison d'une offre limitée alors disponible couplée à une forte demande pour les Actions.

Dans de telles circonstances, le Trust peut suspendre ou restreindre l'émission de Paniers. Une telle situation peut entraîner une plus grande volatilité du prix des Actions et des déviations, qui peuvent être importantes, du prix de marché des Actions par rapport à la VNI.

En clair, le sponsor du SLV admet franchement qu'il se peut qu'il n'y ait pas assez d'argent pour soutenir l'émission de nouvelles actions d'ETF, auquel cas l'émission de nouvelles actions peut être suspendue.

Cela provoquerait un choc sur les marchés et pourrait provoquer une panique totale en achetant de l'argent. La pénurie atteindrait un stade critique.

Compte tenu de la pénurie d'argent sur le marché londonien et de l'attention accrue des négociants

professionnels et des bros, quelles sont les perspectives du prix de l'argent dans un avenir proche ?

Un regard vers l'avenir

En ce moment, mes modèles me disent que l'argent est prêt à réaliser de nouveaux gains importants après une période relativement brève de consolidation des prix.

Le graphique 1 ci-dessous donne un aperçu de l'évolution récente du prix de l'argent-métal (qui suit de près le prix des lingots d'argent).

La première chose que révèle le graphique est la performance exceptionnelle de l'argent ces dernières années. L'argent a augmenté de 2,15 % depuis le début de l'année, de 5,99 % le mois dernier, de 53,38 % l'année dernière et de 62,30 % au cours des trois dernières années.

Ces chiffres sont comparables à la surchauffe et à la bulle du marché boursier. L'argent a surpassé l'or en 2020.

Graphique 1 - Performance sur cinq ans du iShares Silver Trust (NYSE:SLV)



Taux d'intérêt

L'autre tendance qui ressort est la hausse spectaculaire de l'argent entre le 19 mars 2020, date de la fin du krach boursier pandémique, et le 10 août 2020, date à laquelle les taux d'intérêt américains ont commencé à augmenter.

Au cours de ces cinq mois, l'argent est passé d'environ 11,20 dollars par once à 26,30 dollars par once, un gain de 135 % constituant une grande partie des gains globaux de l'argent au cours des dernières années.

Depuis le mois d'août, l'argent s'est consolidé entre \$21,00 et \$26,00 dollars l'once. L'exception à cette tendance est le pic d'un jour à \$28 dollars l'once le 1er février 2021. (Les chiffres indiqués sur le graphique sont les prix de clôture quotidiens. L'argent a brièvement touché 30,00 \$ l'once dans les opérations à terme COMEX sur une

base intra journalière).

Le schéma de consolidation est un signe révélateur pour les investisseurs car il signifie que l'argent se prépare à sortir de cette tendance. Bien entendu, les ruptures peuvent aller dans un sens ou dans l'autre.

Mais, compte tenu de la pénurie d'argent physique, de l'intérêt accru des investisseurs professionnels et d'un certain intérêt résiduel des bros, **il est beaucoup plus probable que l'argent va fortement s'envoler vers le haut.**

Une baisse attendue des taux d'intérêt à moyen terme aux États-Unis est un autre élément positif pour les prix de l'argent.

C'est l'heure de l'argent qui brille !

▲ RETOUR ▲

L'ascension de la Chine au sommet de la pile commerciale

Bill Bonner | 17 févr. 2021 | Journal de Bill Bonner



RANCHO SANTANA, NICARAGUA - Napoléon l'appelait un "géant endormi". Mais maintenant, la grande fille est bien réveillée.

Elle a eu Covid... et s'en est débarrassée. Maintenant, elle est de retour au travail... avec de grands projets.

Voici les dernières nouvelles de Politico :

En 2020, la Chine était le principal partenaire commercial de l'UE, prenant la première place occupée jusqu'à l'année dernière par les États-Unis.

En 2020, les exportations de biens européens vers la Chine ont augmenté de 2,2 % et les importations ont augmenté de 5,6 %, tandis que le commerce de l'UE avec le reste du monde a chuté de manière spectaculaire (baisse de 9,4 % en termes d'exportations et de 11,6 % en termes d'importations par rapport à 2019). La pandémie a gravement affecté le commerce transatlantique, les exportations de produits européens vers les États-Unis ayant chuté de 8,2 % par rapport à l'année précédente. Les importations ont chuté de 13,2 %.

En conséquence, les États-Unis ne sont plus le premier partenaire commercial du bloc et ont été remplacés par la Chine. En 2020, les exportations de l'UE vers la Chine se sont élevées à 202,5 milliards d'euros, tandis que les importations ont atteint 383,5 milliards d'euros.

Et voici d'autres informations du Business Times. Pour mettre les choses en perspective, les guerres commerciales de Donald Trump étaient censées réduire le déficit commercial des États-Unis, notamment avec la Chine. Voici ce qui s'est passé :

Le déficit commercial annuel des États-Unis est le plus important depuis la crise financière

L'année dernière, les États-Unis ont enregistré leur plus gros déficit commercial annuel depuis 2008, la crise sanitaire mondiale ayant déprimé les marchés d'exportation des entreprises américaines.

L'écart dans les échanges de biens et de services s'est creusé, passant de 576,9 milliards de dollars en 2019 à 678,7 milliards en 2020, selon les données du ministère du commerce. [...]

La Chine a repris la première place parmi les partenaires commerciaux des États-Unis pour les marchandises après avoir terminé derrière le Mexique et le Canada en 2019.

Les États-Unis contre eux

La Chine trouve également la faveur des investisseurs. Voici le point de vue de CNN :

Les entreprises étrangères tournent le dos aux États-Unis, profitant de l'économie chinoise en plein essor et de la gestion supérieure de la pandémie de Covid-19.

Les investissements directs des entreprises étrangères aux États-Unis ont chuté de 49 % l'année dernière, pour atteindre 134 milliards de dollars, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement. En revanche, les investissements directs étrangers en Chine ont augmenté de 4 % pour atteindre 163 milliards de dollars en 2020.

Selon l'ONU, 2020 a été la première année de l'histoire où les investissements étrangers directs en Chine ont dépassé ceux des États-Unis. La Chine est aujourd'hui le plus grand bénéficiaire des investissements des entreprises étrangères dans le monde.

Certains considéreront ces faits avec inquiétude. Ils pensent que nous sommes en concurrence avec les Chinois sur le plan "nous contre eux". S'ils gagnent, cela doit signifier que nous perdons, n'est-ce pas ?

Mais est-ce que ça marche vraiment comme ça ? Si les ingénieurs chinois inventent une meilleure ampoule... nos jours ne seront-ils pas plus lumineux aussi ? S'ils s'enrichissent et achètent plus de fonctionnalités Netflix... ne serons-nous pas mieux lotis, nous aussi ?

Si la croissance de la Chine est porteuse de dangers, elle est aussi porteuse d'opportunités.

Les milliardaires chinois peuvent acheter nos maisons... nos centres commerciaux... et nos actions. Ils peuvent engager nos enfants comme chauffeurs et garçons de maison... et nos anciens militaires pour les aider à réprimer les dissidents.

Et qui sait, peut-être que les Américains qui parlent bien pourront se mettre en rapport avec de riches amoureux chinois... comme un aristocrate anglais qui espère qu'une héritière américaine sauvera son tas.

Thème utile

Le "**péril jaune**" est un thème utile. Les politiciens, les bellicistes, les fixeurs, les médias, les lobbyistes, les groupes de réflexion - tous l'adorent. C'est une autre grande menace contre laquelle ils peuvent nous protéger.

Et c'est une bonne distraction (comme beaucoup d'autres) parce qu'elle laisse l'élite de l'establishment grande, responsable... et dans l'argent.

Mais pour autant qu'on sache, les Chinois ne sont pas sur le point d'envahir San Francisco.

Ou s'ils le font... ce sera probablement dans le cadre d'une mission de "maintien de la paix" de l'ONU, pour essayer d'empêcher les Américains de s'entretuer.

Une histoire ancienne

Que se passera-t-il donc en Chine ? Le pays devient-il plus riche et plus puissant ? Ou bien la planification centrale et l'endettement vont-ils bientôt le faire exploser ?

Nous ne le savons pas.

Le livre chinois est un mystère pour nous... ancien et insondable... largement interdit aux yeux des Occidentaux.

Le livre américain, en revanche, est en lambeaux et usé. C'est une vieille histoire avec une vieille intrigue. Souvent répétée, pour l'amusement... et l'instruction morale... c'est un éternel favori.

Un garçon rencontre une fille.

Le garçon dépense trop d'argent pour essayer d'impressionner la fille.

Le garçon contrefait de la monnaie pour essayer de couvrir ses dettes.

La fille part avec quelqu'un qui ne s'est pas ridiculisé en essayant de dire aux autres ce qu'il faut faire... quelqu'un qui est encore solvable.

Un Chinois ? Peut-être.

Au cours des quatre dernières années, les États-Unis ont ajouté 3 000 milliards de dollars en argent frais (avoirs de la banque centrale). La Banque populaire de Chine, en revanche, n'a pratiquement rien ajouté.

La dérive vers l'Est

Voici comment CNN l'a résumé :

La Chine veut prendre la tête de la reprise mondiale après la pandémie et devenir plus influente que jamais sur la scène mondiale. Elle pourrait bien avoir l'élan - et la confiance - nécessaires pour mener à bien ce plan.

"La Chine est sortie du choc de Covid-19 plus tôt que le reste du monde et les autorités planifient déjà le long terme", a écrit Françoise Huang, économiste senior pour l'Asie-Pacifique chez Euler Hermes, dans un rapport intitulé "Le monde se déplace à l'Est, rapidement".

Le monde ne peut pas vraiment se déplacer vers l'Est. C'est un ballon. La moitié se déplace vers l'Est. L'autre moitié se déplace vers l'ouest.

Mais l'histoire de la Chine en est une pour les livres d'histoire. Elle est passée de l'une des nations les plus arriérées de la planète à l'une des plus puissantes et modernes - en une seule génération.

Et quelle est la prochaine étape ? Comment l'histoire se termine-t-elle ?

Oh, cher lecteur, vous n'êtes pas sérieux. Vous nous le demandez ?

Encore une fois, nous devons tourner les pages, une à la fois, comme tout le monde.

Mais l'histoire des États-Unis ? Nous pensons que nous pouvons aller de l'avant.

Soyez à l'écoute demain...

▲ RETOUR ▲